

2/- problème des Courbes

Comment se fait une forme fondamentale.

- problème des organisations réformatrices

- union étroite de la classe ouvrière

est-ce qu'elle le provoque?

distanciant de façon absolue

Singer

Y a-t-il une
différence stratégique

entre

des classes (coop. & syndicalisme)

et

Cercle d'Etudes 602

Huut. Singer. Isabelle. Lemaire - Roux. Trefor

Stratégie et Tactique 602

- Rapport Singer

2 questions

- 2 tactiques de l'ennemi dont on s'oppose
à la stratégie ?

p. 24 2 stratégies dont l'une est l'élaboration
l'autre est la mise en œuvre

des deux des p. 24 ont une
- - des p. 24 ont une

Quelle est la stratégie belge

Quelle ont 3 tourments de la stratégie belge les 3 tourments

de la stratégie belge

1. jeu de stratégie de la géopolitique
à l'échelle géopolitique 14 long des ?

3

3. *Uasthene drufi* Colson
first unique antifascists

3. *guinea antiferre*

4. wenn α gegeben sei

Indicate 1/ difference within host must point out it was meant to point

+ danger de dire que le content est du byzantin

La ligne des \mathbb{I} est \mathcal{A} stétique
et \mathcal{A} technique ou la bête et l'homme ?
ou ligne simplement stétique

Ila on cement abutment fasteners
heavy steel string

• betyge gælder det se eller de betragtes i sig selv som

- Comment cela est lié à des nouvelles

- has a. Tachyon just says it

3/ Leuven

- un langage commun relatif à tâches déléguées et institutionnelles
 - problèmes du langage de l'acteur
 - + problèmes du lien social
- ce n'est pas ce que dit le schéma

Hennel

le lien social n'est pas : problèmes d'organisation
avec 3 niveaux de liens - voir

le lien social et autres choses

- l'acte social de l'acteur
- l'acte social de l'acteur

4

questions de stratégie

4/5 2 plans stratégiques

• Bonne font

+ Stratégie de mise de prix

potentiel de la clientèle

+ Recherche marketing

importance croissante

+ 500 litres. $800 = 4200$

$\boxed{2200}$

2500

3 x $\boxed{15.000}$

$\boxed{7.000} / \boxed{7.000}$

$\boxed{}$

Cercle d'Etudes du

18.9.53

Bureau Politique

Stratégie et Tactique

Stalin. Principes du leninisme

- Stratégie et tactique, science de la direction de la lutte de classe des prolétaires

⑨ S. II internationale

formation et institution des conditions de développement
d'un monde pacifique.

forte orientation vers la forme d'existence de la lutte
de classe

5^e conflits

batailles révolutionnaires

longues de longévité

de l'état de la politique

} qui est l'ordre du jour

objectif: politique d'opposition - utiliser le parlementarisme
au cours pour améliorer les conditions de vie et de travail des prolétaires.

Pas de stratégie cohérente pas de tactique approfondie
lutter au jour le jour et être à l'initiative.

2/

faute de la II Internationale

non pas d'avoir utilisé le parlementarisme

mais de l'avoir surestimé

et d'avoir de la fait le fait d'utiliser d'

autres formes quand les conditions de la lutte le font

modifier et que s'est posée problème du renouveau
du capitalisme.

B. 3 phases actives ou vives du politariat

.. révolution politique

mouvement langrochi = problème de politique
immédiate.

question de richesses (stratégique)

question de force de lutte et d'organisation (tactique)

problème important capital

Mais maintenant on peut élaborer stratégie et tactique

sur la base Marx, Engels (deskuntinfa soc. démocratique) Lénine

a élaboré l'ensemble stratégique et tactique.

3/ Situation chez nous.

Tirons de la période où posent fondamentalement la lutte des classes et des bouleversements de la longue durée tout joints.

Il y a donc lieu d'élaborer stratégie et tactique, conditions objectives de leur détermination existant.

Cette stratégie et tactique ne sont pas de tout application mécanique d'enseignements Marx. Engels
Lévine mais sur la base de principes dégagés par eux
et sur la base d'une analyse rigoureuse de faits concrets
et de leurs positions objectives détermination rigoureuse
de la stratégie et tactique appropriées.

Noter que Social-Démocratie se refuse à appliquer cette

l'unité de - ditiblement intégrée au régime capitaliste elle
 nous permet de traiter à la place de l'opposition ou de la
 participation gouvernementale, à refuser à faire le
 problème du renforcement de la bourgeoisie. Les moyens
 de surmonter le capitalisme de l'industrie et la forme

de lutte partiellement la guidance.

Évolution stratégique et tactique et la tâche essentielle
 du Parti Communiste

qui doit à la fois l'abolir

et la faire finir - contre l'opposition de la

de la démocratie, au sein des mouvements ouverts.

Tâche double.

Noter que la lutte pour un régime un plus stratégique et tactique

5

des trucs à l'encontre de la bourgeoisie de même aussi à l'encontre de
démocratie d'État dont la ligne générale est le point de vue
de la classe.

Il est donc évident que l'effort pour atteindre le but est
à l'empêcher des régressions et de la collaboration de classe

est une de ses tâches essentielles sans laquelle et sans
l'application collective la meilleure des plans
stratégiques et tactiques.

• Les étapes de la révolution et la stratégie

Objet de la stratégie

- fixer la direction de l'effort principal du mouvement révolutionnaire
- en établissant une ligne donnée de la révolution
- établir un plan approprié de la disposition des forces
- lutter pour la réalisation de ce plan au cours de la révolution

6/ Stratégie relative aux étapes de la révolution

1^{re} ex. sonétique 1903. 1917
mars 17. oct 17

qui octobre

la stratégie de l'usage de forces fondamentales de la
révolution est de leur échapper. Elle change chaque fois

que la révolution passe d'une étape à l'autre, relevant
un usage pour le moment au long d'une étape donnée.

Dans le mouvement présent

stratégie de la révolution se situe sur le plan mondial
proposition de séisme général de l'Europe (CORISSA)

guerre p 161

7

But : servir la paix démocratique

forces fondamentales : forces qui sont le fondement du
Camp démocratique

Rôles : la tâche du Camp démocratique est notamment de
sauver à chaque pays tout jour la sauvegarde de
l'indépendance et de la souveraineté nationale

Direction effort principal :

isoler l'impérialisme américain

isoler le hienisme de chaque pays - généralement l'hostilité de
droite

Place de la diplomatie de force

instrument à l'écoute mondiale de tout pays

démocratique et jacobinisme

Points vulnérables de l'adversaire

crise économique

contradictions internes

crise morale des législateurs

volonté jacobine de la bourgeoisie

7605

Unité des fonctions de la stratégie pour les pays
déterminé au moment d'un plan stratégique
essentielle de la littérature

Unité à stratégie essentielle

Unité forme stratégique propre

Unité déterminée pour les pays comme la nation
dont l'organisation relative de l'ensemble est essentielle

Unité. Source la plus

fon. fondamentales - justification

Unités : unité de forme du corps stratégique

Unités : Unité attachée à l'organisation indépendante essentielle
Unités : Unité l'organisation qui tendent à l'unité

Unités : Unité principale l'organisation indépendante essentielle

Unités : Unité l'organisation indépendante essentielle

Unités : Unité les agents, de l'ensemble des éléments de la

Unités : Unité la plus

Unités : Unité la plus essentielle et la plus autonome
Unités : Unité la plus essentielle et la plus autonome

8

• flux et le flux du mouvement et la tactique

Objets de la tactique

- force tactique de la conduite, jette jette du flux et le flux du mouvement, de l'hor ou des de l'hor de la tactique
- toutes les applications de cette tactique. en les différenciant et en combinant les formes de tactique et d'organisation ainsi que les mots et les idées

Tactique : objectifs induits - gagnés lorsque la guerre menée
sur le combat

elle est une partie de la stratégie

elle est subordonnée et destinée à la servir

Elle change selon le flux et le reflux

r. ex. tactiques

Tactique : occupé les formes de tactique et les formes d'organisation
de leur détermination, de leur combinaison

Tactique elle se trouve à l'échelle de chaque pays particulier
et doit être étroitement liée à l'organisation de la défense

BP 37-1954

LA LOI DE LA PAUPERISATION DES TRAVAILLEURS
EN REGIME CAPITALISTE.

La misère de la classe ouvrière en régime capitaliste découle du fait qu'elle est privée de la propriété des moyens de production.

Cette situation du prolétariat conditionne la baisse de son niveau de vie. Au fur et à mesure du développement du capitalisme, l'ouvrier satisfait de moins en moins ses besoins.

Dans "Le Capital", Marx analyse en détail les causes de cette contradiction profonde à laquelle aboutit forcément le mode de production capitaliste :

" Accumulation de richesse à un pôle
" égale accumulation de pauvreté, de souffrance,
" d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation
" morale, d'esclavage au pôle opposé, du côté de
" la classe qui produit le capital même. "

(Le Capital, Livre I, Tome III, Edit. fr.1939, p.98
Edit. 1950, p. 88)

Il s'agit là d'une conséquence directe de la loi générale de l'accumulation capitaliste.

Dans le chapitre qu'il consacre à cette question fondamentale, Marx montre :

a) que le développement capitaliste accélère l'accumulation du capital ;

b) que les progrès de l'accumulation entraînent des changements dans la composition organique du capital,

c'est-à-dire que sa partie constante (outillage, matières premières, etc..) grandit plus vite que sa partie variable (somme de la force ouvrière nécessaire pour la mettre en oeuvre).

c) que les progrès techniques qui s'opèrent ainsi avec l'introduction de nouvelles machines ont pour effet de rejeter hors de la ~~la~~ production des masses croissantes d'ouvriers.

" A mesure donc que l'accroissement du capital
" rend le travail plus productif, il en diminue la
" demande proportionnellement à sa propre grandeur. "

("Le Capital", Livre I, tome I, p.70, édit.1939)

Ainsi se crée une surpopulation relative qui aboutit à la formation de ce que Marx appelle l'armée de réserve du capital.

" Si l'accumulation, le progrès de la richesse
" sur la base capitalistes, produit nécessairement
" une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son
" tour le levier le plus puissant de l'accumulation,
" une condition d'existence de la production capitaliste
" dans son état de développement intégral. Elle forme
" une armée de réserve industrielle "

("Le Capital", Livre I, tome III, p.84)

Cette armée de réserve favorise le développement de l'industrie capitaliste pour deux raisons :

1) En régime capitaliste, la marche de la production est saccadée, entrecoupée de crises violentes et d'essors brusques - d'où la nécessité de pouvoir puiser dans les réserves de main d'oeuvre en période d'expansion ;

2) Cette armée de réserve pèse sur le marché du travail et assure ainsi aux capitalistes une main d'oeuvre à bon marché.

" Pendant les périodes de stagnation et d'activité
" moyenne, l'armée de réserve industrielle pèse sur
" l'armée active, pour en refréner les prétentions
" pendant les périodes de surproduction et de haute
" prospérité. "

("Le Capital", Livre I, tome III, p. 91)

En vertu d'une loi nécessaire qui commande son développement, le système de production capitaliste ne peut donc éviter d'accroître la misère de ceux qui travaillent, de fonder ses progrès sur la misère croissante des travailleurs.

" Les mêmes causes qui développent la force expansive
" du capital amenant la mise en disponibilité de la
" force ouvrière, la réserve industrielle doit
" augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais
" plus la réserve grossit, comparativement à l'armée
" active du travail, plus grossit aussi la surpopula-
" tion consolidée dont la misère est en raison directe
" du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche
" de Lazares de la classe salariée, plus s'accroît
" aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi
" générale, absolue, de l'accumulation capitaliste ..."

("Le Capital", Livre I, Tome III, p. 96/97)

En raison même du système de production, les capitalistes sont amenés à augmenter le degré d'exploit-
tation du travail pour essayer d'enrayer la baisse.

tendancielle du profit qu'entraîne la modification de la composition organique du capital social.

Le taux du profit est, en effet, le rapport de la plus-value au capital total. Mais la plus-value est seulement produite par la partie variable du capital (la somme des salaires).

D'où la nécessité, pour les capitalistes, d'augmenter par tous les moyens le taux de la plus-value ou degré d'exploitation des travailleurs.

" La baisse tendancielle du taux du profit
" s'allie à une hausse tendancielle du taux de la
" plus-value, par conséquent du degré d'exploitation
" du travail. "

("Le Capital", Livre III, Edit. Costes 1928,
Tome X, p. 169)

Ainsi, par sa nature même, le mode de production capitaliste tend à l'appauvrissement des travailleurs.

" Quel que soit le taux des salaires, haut ou bas,
" la condition du travailleur doit empirer à mesure
" que le capital s'accumule. "

" La loi qui toujours équilibre le progrès
" de l'accumulation et celui de la ~~surpopulation~~
" surpopulation relative, rive le travailleur au
" capital plus solidement que les coins de Vucain
" ne reviaient Prométhée à son rocher. ~~Cette~~ C'est
" cette loi qui établit une corrélation fatale entre
" l'accumulation du capital et l'accumulation de
" la misère "

("Le Capital", Livre I, Tome III, p. 98)

Il s'agit là d'une notion fondamentale qui revient dans tous les écrits de Marx et Engels.

" L'essor de l'industrie sur une base capitaliste
" érigea la pauvreté et la misère des masses ouvrières
" en condition de vie de la société. "

(F.Engels. Anti-Dühring, Edit.1950,p.295)

B. IMPORTANCE FONDAMENTALE DE LA LOI DE
LA PAUPERISATION.

Les défenseurs de la bourgeoisie ont cherché par tous les moyens à contester la théorie marxiste de l'appauvrissement des masses en régime capitaliste.

Reconnaître cette théorie, c'est, en effet, reconnaître que Marx et Engels avaient raison de dire :

" Le développement de la grande industrie sape
" sous les pieds de la bourgeoisie le terrain même
" sur lequel elle a établi son système de production
" et d'appropriation. Avant tout, la Bourgeoisie
" produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la
v " victoire du prolétariat sont inévitables. "

("Le manifeste..", édit. 1933, p.24)

Lorsque la force d'organisation du prolétariat arracha quelques mesures de protection du travail, d'assurance sociale, etc..., à la fin du siècle dernier, nombre de "théoriciens" bourgeois s'attachèrent à démontrer que des réformes pouvaient améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre même du

régime capitaliste.

Le "révisionniste" Bernstein leur emboîta le pas. D'après lui, la part de la classe ouvrière dans le total du revenu social augmente avec le développement du capitalisme. Des réformes graduelles permettent d'arriver à une amélioration radicale de la situation de la classe ouvrière.

Dès lors, le socialisme et la révolution deviennent inutiles.

Kautsky, qui se réclamait de Marx tout en le falsifiant, feignit de combattre Bernstein en présentant une théorie qui aboutissait en fait au même résultat que celle de son "adversaire" : au maintien du capitalisme, à la collaboration de classes.

D'après Kautsky, la classe ouvrière s'appauvrit de façon relative mais non pas absolue.

Autrement dit, la part des salaires dans le revenu national diminue et l'écart entre la situation du prolétariat et celle de la bourgeoisie s'aggrandit. (Il y a donc appauvrissement relatif)

Par contre, les salaires eux-mêmes haussent, bien que plus lentement que les profits des capitalistes. La situation des ouvriers s'améliore ~~donc de façon~~ donc de façon absolue.

Comme on voit, Kautsky aboutissait ainsi au réformisme et à la collaboration de classes :

- si les salaires augmentent, même plus lentement que les profits capitalistes, la révolution est superflue ;
- bien plus, puisque la hausse des profits capitalistes est une condition de la hausse des salaires, la collabora-

tion de classe se justifie (pour que les travailleurs aient un plus grand morceau du gâteau, il faut que celui-ci grandisse).

Plus tard, Boukharine présent~~are~~^{ait} une variante qui rejoignait à peu près la position de Kautsky. Pour lui, la situation de la classe ouvrière dans les pays impérialistes s'était améliorée de façon constante mais au dépens des colonies. Il y avait donc appauvrissement absolu à l'échelle mondiale mais seulement appauvrissement relatif dans les principaux pays capitalistes.

°
° °

La réalité est toute différente. La crise générale du capitalisme - qui a éclaté déjà dans la période de la première guerre impérialiste et qui s'est aggravée après la seconde guerre mondiale à la suite de la désagrégation du marché mondial unique - a encore renforcé la tendance à l'appauvrissement des masses laborieuses.

" Les traits principaux et les dispositions de
" la loi économique fondamentale du capitalisme actuel
" pourraient être formulées à peu près ainsi :
" assurer le maximum de profit capitaliste en exploitant,
" en ruinant, en appauvrissant
" la majeure partie de la population d'un pays donné ;
" en asservissant et en dépouillant de façon systématique
" que les peuples des autres pays, notamment ceux des
" pays arriérés ; enfin en déclenchant des guerres et
" en militarisant l'économie nationale en vue d'assurer
" le maximum de profits. "

(Staline - "Problèmes économiques du socialisme
en U.R.S.S.", Edit. Moscou 1952, p.43)

La loi marxiste de la paupérisation générale des travailleurs en régime capitaliste fait donc de plus en plus sentir ses effets à l'heure actuelle, à l'époque du capitalisme de monopole et de la crise générale du système capitaliste.

C. LES ELEMENTS QUI DETERMINENT L'APPAUVRISSMENT
DES MASSES LABORIEUSES.

La question de l'appauvrissement (relatif et absolu) de la classe ouvrière en régime capitaliste est d'une importance décisive pour déterminer les objectifs et les tâches du prolétariat.

Les théories qui nient l'appauvrissement de la classe ouvrière constituent la base idéologique du réformisme et de l'opportunisme.

Les apologistes du régime capitaliste ont donc déployé de gros efforts pour accréditer l'opinion que les travailleurs peuvent obtenir une amélioration durable et continue de leur sort dans le cadre du régime capitaliste.

" La question de la répartition du revenu national
" par classes est une question capitale du point de
" vue de la situation matérielle et culturelle des
" ouvriers et des paysans. Ce n'est pas sans raison
" que les économistes bourgeois d'Allemagne, d'Angleterre,
" des Etats-Unis s'efforcent d'embrouiller cette question
" au profit de la bourgeoisie en publiant constamment
" leurs recherches "tout à fait objectives" à ce sujet

" Il est évident qu'on ne saurait accepter de confiance
" les résultats de ces investigations. "

(Staline - Rapport au XVIe Congrès du P.C.(b)
de l'U.R.S.S.(1930)-Edit.Moscou 1951,p.57)

Pour contester l'appauvrissement général des masses laborieuses, les apologistes du régime capitaliste ont recours à tous les moyens imaginables.

Ils limitent arbitrairement leurs "recherches objectives" à un seul élément : à l'évolution des salaires horaires, par exemple, de préférence à ceux des ouvriers les mieux payés, sans tenir compte de l'intensité du travail fourni, du nombre d'heures de travail effectivement prestées dans l'année, du nombre d'années pendant lesquelles un ouvrier trouve à s'occuper, etc...

Ils font abstraction des travailleurs exclus de la production (chômeurs, invalides, vieux, etc..) et des catégories les plus mal payées (femmes et jeunes notamment).

Ils restreignent leurs analyses à l'étude de tel ou tel pays donné - pas toujours le même - où des conditions particulières ont pu limiter de façon passagère la tendance à l'appauvrissement.

Et ils choisissent des années d'essor industriel en négligeant à dessein les périodes de plus en plus prolongées de crise économique et les conséquences particulièrement catastrophiques des guerres impérialistes.

Il importe donc d'examiner le problème de la paupérisation/ en soumettant toutes les données statistiques bourgeoises à une analyse critique et tenant toujours compte de tous les éléments, très nombreux et parfois très compliqués, qu'il comporte.

o
o o

Une analyse limitée à l'évolution des salaires horaires nominaux - ou même des salaires réels - donnerait une image tout à fait incomplète de l'évolution du niveau de vie de la classe ouvrière.

Sans même parler de la méfiance de laquelle nous ne pouvons jamais nous départir quand nous examinons les statistiques bourgeoises, il faut aussi et surtout noter qu'un très grand nombre d'autres facteurs entrent en jeu pour déterminer les conditions d'existence des masses laborieuses.

Dressons la liste des principaux éléments dont il faut ainsi tenir compte :

1°/ LE CHOMAGE DE MASSE PERMANENT.

Staline a attiré l'attention sur le fait que, lorsque l'on parle de la situation matérielle de la classe ouvrière, il serait erroné de penser seulement aux ouvriers occupés et de ne pas tenir compte de la "situation matérielle de ce qu'on appelle l'armée de réserve, l'armée des chômeurs."

" Si les chômeurs forment une armée de réserve dont
" les membres n'ont pas de quoi vivre, sinon la vente de
" leur force de travail, les chômeurs doivent forcément faire
" partie de la classe ouvrière ; mais alors leur situation
" misérable ne peut qu'influencer sur la situation
" matérielle des ouvriers occupés. Je pense donc qu'en
" définissant la situation matérielle de la classe ouvrière
" dans les pays capitalistes, il faudrait tenir compte de
" la situation de l'armée de réserve, des sans travail."

(Staline - Problèmes économiques du socialisme
en U.R.S.S., p. 49)

Notons à ce propos que la crise générale du capita-

lisme a modifié le caractère même du chômage qui a pris un caractère de masse permanent. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement en période de crise économique de quelques centaines de milliers d'ouvriers manquent de travail ; c'est même en période de reprise économique et d' "essor" industriel.

Aujourd'hui, même en dehors des périodes de crise économique aiguë, les pays capitalistes ont "des armées fortes de millions de chômeurs qui, d'armées de réserve, se sont transformées en armées permanentes de chômeurs."

(Staline - Rapport au XVIe Congrès, p.15)

L'existence de cette "armée permanente de chômeurs" constitue un élément extrêmement important dans l'étude de l'appauvrissement de la classe ouvrière.

Non seulement les ressources des chômeurs et de leur famille sont, même dans le meilleur des cas, nettement au-dessous du minimum vital, mais la présence de ces milliers de chômeurs pèse de façon constante sur les salaires des ouvriers encore au travail. L'excédant permanent de l'offre sur la demande incite un nombre toujours croissant d'ouvriers d'accepter du travail à n'importe quel prix ce qui contribue à ramener les salaires au-dessous de la valeur de la force de travail.

" L'excès de travail imposé à la fraction de la
" classe salariée qui se trouve en service actif grossit
" les rangs de la réserve et, en augmentant la pression
" que la concurrence exerce sur la première, force
" celle-ci à subir plus docilement les ordres du
" capital. "

(Marx - "Le Capital", Livre I, tome III, p.87)

L'existence permanente d'un chômage de masse pèse aujourd'hui de façon constante sur les salaires des ouvriers au travail.

Elle rend aussi la condition des travailleurs toujours plus incertaine.

Cela aussi est un élément dont il faut tenir compte en Engels, déjà, attira l'attention sur ce point en relevant, parmi les conséquences les plus funestes du développement du capitalisme le fait que, pour les travailleurs, " ce qui grandit certainement, c'est l'incertitude de l'existence. (Critique du Programme d'Erfurt).

2°/ L'INTENSITE ACCRUE DU TRAVAIL.

Marx nota déjà que : "le progrès industriel, qui quit la marche de l'accumulation, non seulement réduit "de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires " pour mettre en oeuvre une masse croissante de moyens " de production, il augmente en même temps la quantité " de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. " A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs " du travail, le système capitaliste développe aussi " les moyens de tirer plus de travail du salarié, soit " en prolongeant sa journée, soit en rendant son travail " plus intense"

("Le Capital", Livre I, Tome III, p.87)

" En augmentant son intensité de travail, un homme " peut dépenser autant de force vitale en une heure qu'il " en dépensait auparavant en deux heures. C'est ce qui " s'est produit jusqu'à un certain degré dans les " industries soumises à la loi sur les fabriques par

" le fait de l'accélération des machines et du nombre
" plus grand de machines en marche que surveille
" maintenant une seule personne. "

(Marx - "Salaires, prix et profits", p.142)

L'augmentation de l'intensité du travail ne doit pas
seulement être envisagée sous l'angle de l'augmentation de
l'effort musculaire. L'augmentation de l'effort nerveux et
cérébral, les rythmes meurtriers aussi bien que la monotonie
du travail à la chaîne où l'ouvrier devient de plus en plus
un simple appendice de la machine, ont des répercussions
tout aussi nuisibles pour la santé et l'équilibre de
l'ouvrier.

" Dans les systèmes capitaliste, toutes les méthodes
" pour multiplier les puissances du travail collectif
" s'exécutent aux dépens du travailleur individuel ;
" tous les moyens pour développer la production se
" transforment en moyens de dominer et d'exploiter le
" producteur : ils font de lui un homme tronqué,
" fragmentaire, ou l'appendice d'une machine ; ils
" lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles
" les puissances scientifiques de la production ; ils
" substituent au travail attrayant le travail forcé ;
" ils rendent les conditions dans lesquelles le travail
" se fait de plus en plus anormales. "

("Le Capital", L. I, T. III, p.97)

3°/ LA PROLONGATION DE LA DUREE DU TRAVAIL.

La prolongation de la durée du travail (le sabotage systématique de la loi des huit heures, par exemple), aboutit à des conséquences désastreuses pour le travailleur même si celui-ci se voit payer des "heures supplémentaires" :

" Par cette prolongation de la journée de travail,
" la capitaliste pourra bien payer des salaires plus
" élevés, il n'en abaissera pas moins la valeur du travail
" si l'augmentation des salaires ne correspond pas à
" la quantité plus grande de travail pressuré et au déclin
" plus rapide de la force de travail qui en sera le
" résultat. "

En effet, " en vendant sa force de travail, l'ouvrier
" en concède au capitaliste l'utilisation dans certaines
" limites raisonnables. Il vend sa force de travail, sauf
" son usure normale, pour la conserver et non pour la
" détruire "

Or, " ce qui distingue l'ouvrier de la machine,
" c'est que la machine ne s'use que dans la proportion
" même de l'emploi qu'on en fait, alors que l'ouvrier
" décline dans une mesure bien plus grande que ne
" l'accuse la simple addition numérique de son travail. "

(Marx - "Salaires, prix et profits", p.141)

4°/ L'USURE PRECOCE DES TRAVAILLEURS.

L'accélération des cadences de travail,
l'augmentation de l'activité musculaire, nerveuse et
cérébrale entraînent l'usure précoce des travailleurs.

Marx le souligna déjà :

" C'est chez les ouvriers de la grande industrie
" que l'on rencontre la moyenne de vie la plus courte."

" L'exploitation de la force ouvrière par le capital
" est si intense que le travailleur est déjà usé à la
" moitié de sa carrière. Quand il atteint l'âge mûr, il
" doit faire place à une force plus jeune et descendre
" un échelon de l'échelle sociale, heureux s'il ne se
" trouve pas relégué parmi les surnuméraires. "

("Le Capital", L. I, T. III, pp. 93/94)

De son côté, Lénine montra qu'avec le système Taylor,
les capitalistes

" en 9 à 10 heures de travail, font rendre à l'ouvrier
" trois fois plus de travail, ils épuisent toutes ses
" forces sans merci, ils sucent avec trois fois plus
" rapidité chaque goutte de l'énergie nerveuse et
" musculaire de l'esclave salarié. Il mourra plus
" jeune ? Beaucoup d'autres attendent à la porte
" Ils font rendre à l'ouvrier toutes ses forces et
" ils le chassent. Ils ne prennent que les jeunes
" et les forts. "

(Lénine - Le système scientifique de pressuration
de la sueur des ouvriers. "Pravda" du
13 mars 1913 - Oeuvres compl. Tome 18
Edit. russe)

Cette tendance n'a fait que se renforcer. Le nombre
d' "années utiles" au cours desquelles un travailleur peut
espérer s'employer à un salaire normal devient de plus en
plus réduit.

Indépendamment des chômeurs, une proportion croissante

de la classe ouvrière est rejetée de la production parce que le patronat rabaisse de plus en plus la limite d'âge des travailleurs qu'il accepte d'embaucher.

En examinant la situation de la classe ouvrière, il faut donc tenir compte de la situation particulièrement pénible de ceux qui sont en fait rejetés de la production : non seulement les pensionnés mais aussi les chômeurs "difficilement plaçables" ou définitivement privés d'allocations parce qu'ils chôment depuis "trop longtemps", etc.

5°/ L'AUGMENTATION DES ACCIDENTS ET DES MALADIES.

L'accélération des cadences et la recherche de la "productivité" entraînent aussi le sabotage systématique des règles de sécurité et d'hygiène, l'augmentation du nombre d'accidents de travail et l'aggravation des maladies professionnelles.

Le nombre d'ouvriers exclus de la production pour ces raisons augmente d'autant plus que l'accélération des cadences aboutit en même temps à réserver l'embauche aux ouvriers les plus robustes, les plus productifs.

En examinant l'appauvrissement de la classe ouvrière, nous devons donc tenir compte de la situation des travailleurs pour lesquels le salaire est remplacé - temporairement ou définitivement - par une allocation de maladie ou une pension d'invalidité et dont les ressources se situent de ce fait elles aussi considérablement au-dessous du minimum vital.

6°/ L'EXPLOITATION DES FEMMES ET DES JEUNES.

Quand on examine la situation de la classe ouvrière, il faut également attacher une grande importance à l'exploitation particulièrement intense que subissent des centaines de milliers de femmes et de jeunes travailleurs.

Il faut tenir compte des salaires particulièrement bas octroyés à ces catégories de travailleurs et du fait qu'en cas de chômage, les femmes et les jeunes ne reçoivent que des indemnités réduites et sont même souvent complètement privés d'allocations.

7°/ LA DIMINUTION RELATIVE DE LA POPULATION ACTIVE.

Par l'action combinée du vieillissement général de la population, d'une part, et de l'élimination d'un nombre croissant de travailleurs de la production (chômage, usure précoce, etc...) de l'autre, le rapport entre la partie active et la partie non-active a tendance à diminuer.

Il en résulte que les travailleurs occupés et qui touchent un salaire plus ou moins normal ont, en moyenne, un nombre croissant de personnes totalement ou partiellement à leur charge.

Pour avoir une idée exacte des conditions de vie des travailleurs, il ne suffit donc pas d'examiner l'évolution des salaires normaux. Il faut aussi examiner les ressources réelles des ménages en tenant compte du nombre de personnes qui en font partie.

Il importerait également de tenir compte de l'évolution du rapport entre la partie de la population fournissant un travail productif à l'autre partie (rentiers, fonctionnaires, magistrats, militaires, gendarmes, policiers, etc....) dont l'activité a un caractère parasitaire.

En dernière analyse, les frais de plus en plus considérables que représentent les dépenses sociales improductives (l'entretien de l'armée, de la police, de la justice, etc....) sont à la charge des travailleurs productifs (ouvriers d'industrie, paysans, artisans, travailleurs intellectuels employés dans la production, etc...) puisque le travail de ceux-ci est la seule source de la richesse sociale.

8°/ L'AGGRAVATION DES CHARGES FISCALES.

C'est dans une large mesure pour payer les dépenses sociales improductives que les charges fiscales ont augmenté sans cesse dans tous les pays capitalistes au cours de ces dernières années.

Ces charges pèsent surtout sur les masses populaires.

Marx le notait : pour l'ouvrier,

" l'établissement de chaque nouvel impôt lui
" est préjudiciable aussi longtemps que le minimum
" du salaire n'est pas encore ramené à sa dernière ex-
" pression possible"

(Marx - Annexes à "Travail salarié et Capital"
Ed. 1931 , p; 64)

Les impôts indirects - les "impôts invisibles" - sont particulièrement lourds.

Or, comme le montrait Lénine :

" Plus un homme est pauvre, plus grande est la part
" de son revenu qu'il donne à l'Etat sous forme d'impôts
" indirects. "

(Lénine - A propos du recensement d'Etat -
15 janv.1902 - Tome V, p.309, Edit.russe)

Au même titre que les impôts, les retenues diverses opérées pour les assurances sociales, etc..., amputent d'une part importante les salaires nominaux des travailleurs.

9°/ FACTEURS DIVERS.

En dehors des facteurs, une série d'autres éléments dont l'influence, pour être moins importante, ne peut toutefois être tenue pour négligeable, entrent également en ligne de compte.

C'est le cas pour ce qui concerne, par exemple :

a) Les conditions de logement et le taux des loyers :

Cette question mérite d'être examinée de près car, par rapport aux logements qu'ils occupent, ce sont en général les ouvriers qui paient le plus cher.

" Chacun sait que la ~~xxx~~ chereté des habitations
" est en raison inverse de leur bon état et que les
" mines de la misère sont exploitées par la spéculation
" avec plus de profit et à moins de frais que ne le
" furent jamais celles de Potosi. "

(Potosi : ville de Bolivie où il y avait de riches mines d'argent

(Le Capital - L.I - Tome III, p.111)

b) La fatigue résultant des déplacements excessifs
à effectuer pour se rendre au lieu de travail, etc..

Si le travail fourni par les ouvriers est en principe limité à un nombre d'heures déterminé (8 heures, par exemple) la fatigue résultant des déplacements que l'ouvrier doit faire pour se rendre à son lieu de travail constitue un élément dont les statistiques ne tiennent jamais compte mais qui épuise souvent le travailleur et lui impose des conditions de vie insoutenables.

C'est le cas, par exemple, pour les nombreux ouvriers qui vont travailler très loin de leur domicile (les mineurs flamands qui font des voyages de nuit épuisants entassés dans de mauvais wagons).

Dans le même ordre d'idées, il faut citer les conditions de vie tout à fait anormales que connaissent, dans beaucoup de pays capitalistes développés, des groupes fort nombreux de travailleurs immigrés auxquels sont confiés les travaux les plus rudes et les plus insalubres et qui vivent dans des conditions déplorables (baraquements, cantines, etc..)

Lénine avait déjà attiré l'attention sur cette immigration vers les pays capitalistes les plus développés " des ouvriers venus des pays les plus arriérés où les " salaires sont plus bas", et avait noté qu'à son époque déjà, " en France, les travailleurs de l'industrie " minière sont en grande partie des étrangers : " Polonais, Italiens, Espagnols"

(Lénine. "L'impérialisme ..." Oeuvres choisies,
Tome I, p. 864)

c) Mauvaise qualité des produits :

C'est à dessein, scientifiquement, que les trusts fabriquent aujourd'hui des produits de mauvaise qualité afin d'obliger les consommateurs à se réapprovisionner plus fréquemment.

" Aux Etats-Unis, comme dans les autres pays
" bourgeois à l'industrie développée, les compagnies
" possèdent des laboratoires chargés de trouver des
" moyens pour détériorer secrètement les produits,
" accélérer leur usure, etc"

(A.Kachkarov, La Course au profit maximum -
"Temps Nouveaux", n° 2, 1953, p.4)

Obligés d'acheter des produits "à bon marché", les travailleurs sont évidemment les premières victimes de ces pratiques.

d) Développement du système des ventes à tempérament :

Le développement des ventes à crédit - favorisées par le manque de ressources de la masse de la population - entraîne souvent une augmentation considérable des prix payés pour les marchandises achetées dans ces conditions (intérêts usuraires).

e) Décalage entre la hausse des prix et la hausse des salaires :

L'inflation a entraîné une hausse quasi constante des prix dans tous les pays capitalistes au cours des 35 dernières années.

Même quand des conventions collectives basées sur des indices de prix prévoient la réadaptation des salaires, il en résulte de lourdes pertes pour les travailleurs :

- d'abord parce que, dans beaucoup de cas, les index en question sont faussés ;
- ensuite parce que, de toutes façons, il y a décalage dans le temps entre la hausse des prix et l'adaptation des salaires.

1 10°/ LES CRISES ECONOMIQUES :

Les crises économiques accentuent la paupérisation des masses laborieuses.

Lénine avait insisté sur ce point au début du siècle :

" Plus la technique progresse, plus l'augmentation
" de la demande de la force de travail reste en arrière sur
" l'augmentation de l'offre, plus grandissent pour les
" capitalistes les possibilités d'élever le degré de
" l'exploitation ouvrière. L'insécurité de l'existence
" et le chômage, l'exploitation et les humiliations de
" de toute espèce deviennent le lot de couches toujours
" plus larges de la population laborieuse. "

" Ce processus est encore exacerbé par les crises
" industrielles qui sont inévitablement provoquées par
" les contradictions fondamentales du capitalisme.
" L'appauvrissement et la paupérisation des masses vont de
" pair avec le gaspillage de la richesse sociale par suite
" de l'impossibilité de trouver un débouché pour les
" marchandises produites. "

(Lénine - Projet de programme pour le P.O.S.D.R.(1902)
Oeuvres complètes T.V. édit. all. p. 14)

Au cours du dernier quart de siècle, cette tendance s'est encore accentuée du fait que les crises économiques se déchainent dans le cadre de la crise générale du capitalisme. De ce fait,

le

les crises économiques deviennent plus graves, plus longues et plus profondes et leurs conséquences sont d'autant plus pénibles.

11°/ LES GUERRES ET LA MILITARISATION DE L'ECONOMIE :

Enfin, dominant tous les facteurs que nous venons de citer, il faut signaler les répercussions catastrophiques des guerres impérialistes et de la politique de préparation à la guerre (militarisation de l'économie).

La fréquence accrue des guerres et l'extension de leur ampleur et de leur durée constituent un facteur dont l'importance est extrême.

En dehors des destructions matérielles énormes et des pertes de vie qu'elles entraînent, les deux dernières guerres mondiales ont eu des répercussions terribles sur le niveau de vie de la masse de la population.

Dans de très nombreux cas, même les ouvriers travaillant dans des conditions "normales" virent leurs ressources ramenées fort au-dessous de la limite physiologique pendant des périodes prolongées. Et la situation fut plus terrible encore pour de larges couches de la population (travailleurs déportés, prisonniers de guerre, prisonniers politiques, etc...)

Par ailleurs, avec l'aggravation de la crise générale du système capitaliste mondial, certains milieux capitalistes sont de plus en plus amenés à chercher une solution illusoire à leurs difficultés dans la préparation d'une nouvelle guerre (course aux armements, militarisation de l'économie).

Staline l'a souligné dans son dernier ouvrage en montrant que le capitalisme actuel est obligé de s'assurer le profit maximum et qu'il est notamment amené à le faire "en déclenchant

" des guerres et en militarisant l'économie."

Il en résulte une aggravation des charges qui pèsent sur les masses populaires, une diminution des ressources réelles de la population qui se manifeste de nombreuses manières :

a) par des mesures de militarisation directe : la prolongation du service militaire, par ex., retire pendant un temps de la production un nombre considérable de travailleurs qui ne reçoivent qu'une solde dérisoire pendant cette période ;

b) par l'accentuation d'une série de facteurs cités plus haut : aggravation des charges fiscales, développement de la "rationalisation" et de l'intensité du travail, atteintes à la sécurité sociale, etc..

12°/ PAUPERISATION DE COUCHES DE PLUS EN PLUS LARGES DE LA POPULATION.

Le régime capitaliste ne plonge pas seulement la classe ouvrière dans la misère.

Marx et Engels l'avaient déjà indiqué et, avec l'aggravation de la crise générale du système capitaliste, des couches de plus en plus larges de la population sont poussées à la misère.

Staline l'a souligné dans son dernier ouvrage en montrant que le capitalisme actuel tend à s'assurer le profit maximum " en exploitant, en ruinant, en appauvrissant " la majeure partie de la population d'un pays donné".

III. LA PORTEE DE LA LOI DE LA PAUPERISATION.

Comprenant qu'il s'agit d'un problème fondamental, les défenseurs du régime capitaliste font de gros efforts pour contester l'appauvrissement général des masses laborieuses.

Dans ce domaine, ils se montrent fort habiles et profitent avec beaucoup d'astuce du fait que le problème comporte effectivement de très nombreux éléments, pour limiter arbitrairement leurs "études" à tel ou tel facteur qui est apparemment favorable à leur thèse (par exemple, la hausse de certains salaires horaires, ou l'amélioration de la situation de certaines couches limitées de la population dans l'un ou l'autre pays, etc..)

Ou bien ils bornent à dessein leurs "investigations" à l'évolution des conditions de vie dans un pays donné pendant une période limitée en profitant du fait que l'appauvrissement ne se manifeste pas avec la même intensité de façon constante - qu'il s'accroît à des moments donnés (en période de crise économique, par exemple mais peut se ralentir ou s'atténuer à d'autres moments bien que, prise dans son ensemble, la tendance générale entraîne l'appauvrissement croissant de couches de plus en plus larges de la population dans tous les pays capitaliste et que cette tendance, bien loin de s'atténuer, se manifeste avec une vigueur croissante avec la crise générale du capitalisme actuel.

Il importe donc de rencontrer point par point les différents "arguments" qu'invoquent les porte-paroles de la bourgeoisie.

1°) Les "progrès de la science".

Une objection que l'on fait souvent à la théorie de la paupérisation, c'est que les travailleurs bénéficient aujourd'hui de toute une série d'avantages qui résultent des progrès de la science.

C'est l'argument bien connu : " Mon grand père n'allait pas au cinéma et n'avait pas de poste de radio."

Cela n'a absolument rien à voir avec l'appauvrissement des travailleurs.

Il serait absurde de prétendre qu'un ouvrier est aujourd'hui "plus riche" qu'en l'étaient les fondateurs de la Maison Rotschild parce qu'il s'éclaire à l'électricité et qu'il y a deux siècles, les banquiers eux-mêmes disposaient seulement de chandelles.

A ce compte là, la simple possession d'une fourchette deviendrait un "signe de richesse" par rapport à l'époque de Louis XIV où le Roi Soleil était un des rares habitants de son pays à utiliser ce qui était, dans les mœurs du temps, un "article de luxe".

La même remarque doit être faite en ce qui concerne un autre critère d'apparence plus "scientifique" qui est souvent invoqué pour contester la paupérisation : celui de l'augmentation de la durée moyenne de la vie.

Marx signalait qu'à son époque, la durée moyenne de la vie était de 38 ans dans les classes aisées à Manchester et de 17 ans seulement dans les classes pauvres ("Le Capital" -livre 1, tome 1, p.94)

Aujourd'hui, en Belgique, la durée moyenne de la vie est de 64 ans. Cela signifie-t-il que l'ensemble des Belges sont "plus riches" que l'étaient les habitants les plus ~~riches~~ aisés de Manchester au siècle dernier ?

Nullement. Cela signifie uniquement que les progrès de la science, la découverte de certains médicaments et désinfectants ont permis de combattre plus efficacement certaines maladies, ce qui a considérablement allongé la durée moyenne de la vie depuis un siècle.

Ce qui mériterait par contre d'être étudié, c'est pourquoi la durée moyenne de la vie est seulement de 64 ans en Belgique en dépit de ces progrès de la science ? Et quelle est sa durée dans les différentes couches de la société.

2°) La différence des salaires d'un pays à l'autre :

Si la loi de la paupérisation est une loi générale qui vaut pour tous les pays capitalistes, ses effets ne se font pas nécessairement sentir avec la même intensité dans tous les pays au même moment.

Il est notoire que le niveau de vie des travailleurs diffère souvent sensiblement d'un pays à l'autre. Non seulement les conditions de vie des travailleurs sont, en général, beaucoup plus misérables dans les pays "arriérés", dans les colonies en particulier, mais même dans les pays économiquement fort développés, elles diffèrent souvent assez nettement d'un pays à l'autre.

Avant la première guerre mondiale, par exemple, la Belgique, "paradis des capitalistes", était connue pour ses bas salaires.

Au début du siècle, le "capitaliste-philanthrope" britannique Seebohn Rowntree se livra à des larges recherches pour comparer les salaires payés respectivement en Belgique et en Angleterre. Il aboutit à la conclusion qu'à cette époque, "les salaires payés en Belgique variaient entre la moitié et les trois-quarts de ceux payés en Angleterre, bien que les ~~L~~ouvriers belges travaillaient plus d'heures par semaine que les Anglais."

Entre les deux guerres mondiales, les statistiques du Bureau International du Travail estimaient de leur côté que, les salaires réels étant l'indice 100 en Angleterre, ils atteignaient à peu près l'indice 200 aux U.S.A. mais seulement l'indice 90 en Hollande, 80 en Allemagne et 50 ou 60 en Belgique.

Depuis la guerre, certaines modifications se sont opérées dans ce domaine et s'il faut se garder de prendre à la lettre les statistiques élaborées par la bourgeoisie (d'autant plus qu'elles se bornent à comparer les salaires nominaux sans tenir compte du niveau des prix), on peut toutefois admettre que le pouvoir d'achat moyen des salaires belges dépasse à présent celui des salaires hollandais ou français par exemple.

Cela ne peut toutefois pas nous inciter à en conclure que la loi de l'appauvrissement a continué à jouer dans des pays comme la France, l'Italie, la Hollande et la Grand-Bretagne, mais qu'il n'en a pas été de même en Belgique.

Tout ce qu'on peut en déduire, c'est que à certaines époques et dans certains pays, la bourgeoisie est amenée à intensifier ses efforts pour abaisser les salaires tandis que,

dans d'autres, elle dispose de marges bénéficiaires suffisantes pour "lâcher" quelques satisfactions fragmentaires à la classe ouvrière.

Le fait que la bourgeoisie belge ait connu une situation économique plus prospère que celle de la plupart des pays voisins dans les années qui suivirent immédiatement la libération explique que, pendant cette période, la situation de la classe ouvrière belge fut relativement moins mauvaise que celle des travailleurs hollandais, français, ou italiens, par ex..

Marx, Engels et Lénine ont à de nombreuses reprises insisté sur le fait que, dans des circonstances données, les capitalistes de certains pays pouvaient accorder certains "avantages" à la classe ouvrière - ou du moins à une partie de la classe ouvrière.

" Aussi longtemps qu'a duré le monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise a, jusqu'à un certain point, participé aux avantages de ce monopole. Ces avantages se répartissaient entre les ouvriers de façon fort inégale ; la minorité privilégiée en absorbait une grosse part, mais il revenait parfois aussi quelque chose à la grande masse Avec l'effondrement du monopole, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée. "

(E.Engels. La situation des classes laborieuses en Angleterre - Tome I, p. 35, Edit. Costes)

Les apologistes de la bourgeoisie ne manquent pas de tirer parti de ces différences de situation pour monter en épingle ces cas exceptionnels - éphémères et limités - où l'appauvrissement se manifeste moins violemment, sinon temporairement enrayé.

Ces situations exceptionnelles ne suppriment toutefois nullement la tendance générale à l'appauvrissement qui joue pour tous les pays capitalistes bien que la vigueur avec laquelle elle se manifeste peut différer d'un pays à l'autre, et d'une période à l'autre.

A l'heure actuelle, par exemple, dans des pays comme l'Italie et la France et, dans une mesure moindre, en Grande-Bretagne, en Hollande, en Allemagne occidentale, se manifeste brutalement la tendance à ramener les ressources de larges couches de la population au-dessous de minimum vital.

Cela ne signifie toutefois nullement que la même tendance ne se manifeste pas, bien que de façon moins violente, dans un pays comme le nôtre.

Et il faut du reste noter que l'extrême misère qui sévit dans certains pays voisins contribue à rabaisser le niveau de vie des travailleurs belges : non seulement parce qu'il encourage l'immigration de travailleurs étrangers enclins à accepter de plus bas salaires mais aussi parce que le patronat "justifie" ouvertement ses attaques contre le niveau de vie actuel des travailleurs en invoquant la nécessité de faire face à la concurrence des pays où les salaires sont encore plus bas que chez nous.

3°) Les variations de la valeur du travail suivant les époques et les pays - le facteur "façon de vivre."

Nous venons de voir que les salaires réels peuvent assez sensiblement varier d'un pays à l'autre.

C'est abusivement que les défenseurs du régime ont voulu en déduire que l'on ne pouvait pas parler de "paupérisation" dans un pays comme le nôtre, par exemple,

puisque le standard de vie des ouvriers belges était de toutes façons nettement plus élevé que celui des travailleurs d'autres pays, des pays coloniaux pour prendre un exemple extrême.

Des "arguments" de ce genre défigurent complètement la théorie marxiste de l'appauvrissement général des travailleurs en régime capitaliste.

En effet, Marx a expressément souligné à de nombreuses reprises que la notion "valeur de la force du travail" ne devait pas être considérée de façon schématique et statique.

La valeur de la force du travail a tendance à augmenter pour les diverses raisons que nous avons déjà indiquées plus haut (intensité et complexité croissante du travail, augmentation de la productivité, etc..)

" La force de travail s'affirme et se constate par
" le travail, lequel, de son côté, nécessite une certaine
" dépense des muscles, des nerfs, du cerveau de l'homme,
" dépense qui doit être compensée. Plus l'usure est grande,
" plus grands sont les frais de réparation. "

(Marx - "Le Capital", livre I, tome I, p.186)

De plus, il faut tenir compte des frais croissants d'éducation que nécessite la production moderne.

Si les fils d'ouvriers vont aujourd'hui plus longtemps à l'école que leurs grands-parents, c'est avant tout parce que la production capitaliste moderne exige un plus grand nombre d'ouvriers qualifiés et de techniciens.

La valeur de la force de travail des ouvriers occupés augmente en conséquence.

En effet : " La somme des moyens de subsistance

" nécessaires à la production de la force de travail comprend
" les moyens de subsistance des remplaçants, c'est-à-dire
" des enfants des travailleurs. "

Or, " pour modifier la nature humaine de manière à lui
" faire acquérir une aptitude, précision et célérité dans un
" genre de travail déterminé, c'est-à-dire pour en faire une
" force de travail développée dans un sens spécial, il faut
" une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus
" ou moins grande d'équivalents en marchandises. Cette
" somme varie selon le caractère plus ou moins complexe de
" la force de travail "

("Le Capital", livre I, tome I, p. 187)

Par ailleurs, Marx n'a pas manqué de souligner :

- a) que la valeur de la force de travail varie selon les
époques et les pays ;
- b) qu'en plus de l'élément purement physiologique, il
faut envisager la façon de vivre qui évolue.

" Si vous comparez les salaires normaux, c'est-à-dire les
" valeurs du travail dans différents pays et à des époques
" historiques différentes dans le même pays, vous trouverez
" que la valeur du travail elle-même n'est pas une grandeur
" fixe, qu'elle est variable même si on suppose que les
" valeurs de toutes les autres marchandises restent
" constantes. "

(Marx - Salaires, prix et profits - p. 147)

" Parallèlement à l'élément purement physiologique,
" la valeur du travail est déterminée par la façon de
" vivre coutumière à chaque pays. Celle-ci ne consiste pas
" seulement dans l'existence physique, mais dans la
" satisfaction de certains besoins naissant des conditions

" sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été
" élevés", écrit Marx, qui souligne " l'importance du
" rôle que jouent à cet égard les traditions historiques
" et les habitudes sociales. "

(Marx - Salaires, prix et profits - p. 146)

" Les besoins naturels, tels que nourriture, vêtements,
" chauffage, habitation, etc.. diffèrent suivant le climat
" et les autres particularités physiques d'un pays. D'un
" autre côté, le nombre même des soi-disant besoins naturels,
" aussi bien que le mode de les satisfaire, est un produit
" historique et dépend ainsi, en grande partie, du degré
" de civilisation atteint. Les origines de la classe
" salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle
n " s'est formée, continuent longtemps à exercer la plus
" grande influence sur les habitudes, les exigences, et,
" par contre-coup, les besoins qu'elle apporte dans la vie.
" La force de travail renferme donc, au point de vue de la
" valeur, un élément moral et historique ; ce qui la
" distingue des autres marchandises. Mais pour un pays
" et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens
" de subsistance est aussi donnée. "

("Le Capital", livre I, Tome I, p. 188)

Nous ne devons jamais oublier " cet élément historique
et social qui influence la valeur du travail" (Marx) et il
serait donc erroné de limiter nos recherches à des comparai-
sons par trop mécaniques du prix payé aux ouvriers pour leur
force de travail, du nombre de calories qu'ils consomment,
etc...

Il n'est ~~pas~~ par ailleurs pas douteux que, parmi les
facteurs qui entraînent ainsi l'augmentation de la valeur

de la force de travail, il faille notamment tenir compte de l'apparition de besoins nouveaux, produits du progrès des sciences et du développement de la production qui en résulte (T.S.F., cinéma, voyages, etc..)

4°) L'organisation ouvrière peut freiner la tendance à l'appauvrissement mais elle ne peut la supprimer.

Enfin, les réformistes font grand état des succès partiels remportés en certaines occasions par la classe ouvrière pour en déduire qu'en s'organisant, les travailleurs peuvent améliorer leur sort de façon durable.

Assurément les travailleurs ne peuvent jamais renoncer à la lutte quotidienne pour leurs revendications immédiates et, pour mener cette lutte avec le maximum d'efficacité, il est indispensable qu'ils s'organisent.

Marx ne manqua pas de le souligner :

" L'unique puissance du côté des ouvriers est leur masse.
" Cependant, la puissance de la masse est brisée par la
" désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et
" entretenue par leur concurrence inévitable. Les
" syndicats sont nés tout d'abord des tentatives spontanées
" de la part des ouvriers pour supprimer ou du moins
" restreindre cette concurrence, pour arracher des
" conditions de travail contractuelles les élevant au
" moins au-dessus de la condition de simples esclaves. "

(Résolution de l'Association Internationale des
Travailleurs élaborée par Marx et adoptée au
1er Congrès de l'Internationale à Genève en 1866).

En s'organisant dans des syndicats, dans des partis politiques, les ouvriers ont pu mener avec plus d'efficacité la lutte pour leurs salaires. Mais cela ~~signifie~~ ne modifie en rien la tendance générale à la paupérisation.

C'est un point sur lequel Marx insista très fortement. La lutte de la classe ouvrière peut contrecarrer la tendance à l'appauvrissement mais elle ne peut pas en changer la direction.

Tout en luttant avec acharnement pour l'augmentation de leurs salaires, les travailleurs " ne doivent pas oublier
" qu'ils luttent ainsi contre les effets et non contre
" les causes de ces effets qu'ils ne peuvent que retenir
" le mouvement descendant mais pas en changer la direction,
" qu'ils n'appliquent que des palliatifs, mais sans guérir
" le mal"

" Au lieu du mot d'ordre conservateur : un salaire
" équitable pour une journée de travail équitable ! -
" ils devraient inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre
" révolutionnaire : Abolition du salariat ! "

(Marx - Salaires, prix et profits - p. 151)

5°) La portée de la loi de la paupérisation :

En résumé, on peut conclure, en tenant compte des différents facteurs, très nombreux, que nous avons énumérés, que le régime capitaliste aboutit par sa nature même à plonger des couches toujours plus larges de la population laborieuse dans une misère de plus en plus profonde.

Même pour les ouvriers occupés, " le développement
" même de l'industrie moderne doit nécessairement faire
" pencher toujours davantage la balance en faveur des
" capitalistes contre l'ouvrier ; par conséquent,
" la tendance générale de la production capitaliste n'est
" pas d'élever les salaires moyens mais de les abaisser,
" c'est-à-dire de ramener plus ou moins la valeur du
" travail vers sa limite la plus basse. "

(Marx - Salaires, prix et profits, p. 150)

Même dans les pays capitalistes les plus riches -
aux Etats-Unis par exemple - comptent " des millions de
travailleurs éternellement au bord de la misère". (Lénine -
Lettre aux ouvriers américains - 22 août 1918 ; Edit. Moscou
1952 - p.6)

Les capitalistes s'efforcent d'abaisser sans cesse
les salaires - le prix de la force de travail - au-dessous
de la valeur de la force de travail, au minimum physiologique,
" à la valeur des ~~des~~ moyens de subsistance physiologiquement
" indispensables, c'est-à-dire à la valeur d'une somme de
" marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la
" vie même du travailleur. "

(Marx - "Le Capital", Livre I , Tome I, p. 188).

Bien pis ! Des couches de plus en plus larges de la popu-
lation laborieuse ne disposent même plus de ce minimum physio-
logique.

C'est le cas non seulement pour la plupart des travail-
leurs évincés de la production (chômeurs, invalides, etc..) }
mais même pour de nombreuses catégories de travailleurs
occupés.

L'épuisement et la mort prématurée d'un grand nombre d'ouvriers n'entraînent, en effet, aucun inconvénient majeur pour le régime capitaliste puisque celui-ci n'en conserve pas moins une armée de réserve de chômeurs qui dépasse largement ses besoins. Le fait que la plupart des pays capitalistes comptent même à présent une armée permanente de chômeurs diminue d'autant la nécessité dans laquelle la bourgeoisie pourrait se trouver de limiter d'aussi peu que ce soit son exploitation.

Les travailleurs ne peuvent espérer aucune amélioration véritable et durable de leur sort dans le cadre du régime capitaliste.

Les faits montrent qu'au contraire :

1./ Un certain nombre de prolétaires des pays capitalistes - pas nécessairement toujours les mêmes - touchent constamment des salaires, des allocations de chômage ou d'invalidité, etc.. nettement inférieures à la valeur de la force de travail.

2./ La partie du prolétariat dont les revenus sont inférieurs au minimum vital tend à augmenter.

3./ L'écart entre l'ensemble des^x revenus de la classe ouvrière et le montant global qui serait nécessaire pour lui assurer un minimum vital tend à augmenter.

SALAIRES.

Pour accréditer l'idée que le système capitaliste améliore les conditions de vie de l'ensemble de la population, les partisans du régime s'appuient parfois sur des statistiques.

C'est ainsi, par exemple, que l'Union des Exploitations Electriques en Belgique a récemment publié une étude en apparence fort documentée qui tend à prouver que les salaires ont haussé de 45 à 75 % depuis la première guerre mondiale.

Les tableaux sur lesquels se base cette affirmation se bornent assurément à relever les salaires horaires bruts payés depuis 40 ans dans l'industrie de l'électricité.

Ils font donc abstraction de tous les autres facteurs dont il faut tenir compte pour déterminer la situation réelle des masses laborieuses (intensité du travail, durée du travail, importance du chômage, nombre d'années pendant lesquelles un ouvrier touche un salaire "normal", augmentation des charges fiscales, etc.).

A titre documentaire, reproduisons néanmoins ces données:

SALAIRES HORAIRES BRUTS

	Electricien de tableau	Manoeuvre	INDICES	
			Salaires	Prix détail
1912/14	0,485 à 0,65 f.	0,37 à 0,425	100	100
1922	2,55 à 2,85	2,19 à 2,30	392 à 556	374
1929	5,78 à 7,40	4,55 à 5,60	923 à 1313	820
1938	6,42 à 8,-	4,96 à 6,-	1072 à 1371	761
1947	18,30 à 20,-	14,34 à 15,10	2715 à 3773	2493
1949	23,16 à 29,-	17,50 à 18,66	3976 à 4810	2768
1952	25,60 à 32,-	19,34 à 20,62	4393 à 5315	3028

(H. Gérin. Evolution du salaire horaire moyen brut dans l'industrie électrique.

Bulletin de l'Union des Exploitations Electriques de Belgique, mars 1953).

Laissons provisoirement de côté les très nombreux autres facteurs qui entrent en compte pour la détermination des conditions de vie de la classe ouvrière et limitons pour l'instant nos remarques à la seule question des salaires.

Est-il exact que les salaires réels - ou même les salaires horaires réels - aient sensiblement augmenté au cours des 50 dernières années?

La réponse à donner à cette question varie sans doute de pays à pays.

En France, par exemple, la baisse des salaires réels est si nette que les statistiques officielles permettent de le constater.

Au cours de l'été 1953, par exemple, l'indice officiel des prix de détail de 213 articles s'élevait à 2.613. A la même époque, un indice des salaires établi par le groupement patronal des industries métallurgiques - un indice plutôt porté à forcer les chiffres donc - établissait que les salaires dans la métallurgie parisienne atteignaient seulement le niveau 1.600 (1938 = 100 dans les deux cas).

(" La Marseillaise" du 9/9/53.)

Le recul est également fort net dans des pays comme la Hollande et l'Allemagne occidentale et, en Italie, l'appauvrissement constant de très larges couches de la population a récemment fait l'objet d'une enquête officielle.

La commission parlementaire chargée de cette enquête a constaté qu'"une famille italienne sur neuf vit dans un état d'extrême misère et une sur treize ne mange jamais de viande, ne boit jamais de vin et ne consomme jamais de sucre."

Sur 11.592.000 familles, précise ce rapport, 1.357.000, soit 11,7 %, vivent dans des conditions de pauvreté extrême, "au niveau de vie le plus bas".

1.345.000 familles (soit 11,6 %) vivent dans des conditions de "pauvreté un peu moins aigue", la plupart des autres (7.616.000 familles, soit 65,7 %) vivent dans des conditions "modestes" et seulement 1.274.000 familles (soit 11 %) peuvent être considérées comme "aisées".

Presque un tiers de la population italienne souffre de la pénurie de logements convenables, ajoute ce rapport qui précise qu'en ce qui concerne les personnes recevant des secours officiels, le revenu moyen d'une famille de 9 personnes est, dans le Sud de la péninsule, d'un peu plus de 10.000 lires (800 francs belges!) par mois!

("Associated Press", 21/7/53)

. . .

Cela signifie-t-il que l'appauvrissement se manifeste avec la même rapidité et la même intensité dans tous les pays capitalistes indistinctement?

Il serait par trop schématique de le croire.

Aucun marxiste sérieux n'a jamais affirmé que la loi de la paupérisation se manifeste partout et en toutes circonstances avec la même vigueur ou que l'appauvrissement des masses laborieuses s'effectue de façon uniforme et continue. Le fait que des circonstances passagères puissent, dans certains cas, ralentir ou même neutraliser la tendance générale à l'appauvrissement n'infirme nullement la loi générale de la paupérisation.

Examinant les conditions particulières du développement du capitalisme en Angleterre à la fin du 19ème siècle et au début du 20ème siècle, Engels et Lenine ont du reste souligné à maintes reprises que ces particularités avaient entraîné une amélioration des conditions de vie de certaines couches de travailleurs (aristocratie ouvrière) et même parfois de l'ensemble de la classe ouvrière.

D'un pays à l'autre, le niveau de vie des masses travailleuses et le taux des salaires présentent du reste des différences considérables.

(cf. à ce propos. K. Marx. Le Capital, Livre I., Tome II, Chapitre XXII : "La différence dans le taux des salaires nationaux." p. 230 et suiv. de l'édition. 1949)

Toutes les comparaisons effectuées de pays à pays en convertissant les salaires d'après le taux du change font apparaître ces différences. Avant la première guerre mondiale, l'industriel-philanthrope anglais Seebohm Rowntree effectua une enquête détaillée en Belgique et aboutit à la conclusion que les salaires belges représentaient à l'époque seulement la moitié de ceux payés en Angleterre.

(B. Seebohm Rowntree. "Comment diminuer la misère?" Paris 1910)

Entre les deux guerres, d'après les calculs du B.I.T., les salaires moyens belges furent toujours de 30 à 50 % inférieurs aux salaires payés en Grande-Bretagne.

SALAIRES MOYENS A BRUXELLES :

(pour salaires moyens à Londres = 100)

- 1914	:	61
avril 1923	:	70
juillet 1924	:	59
juillet 1925	:	54
octobre 1927	:	50

(Revue Internationale du Travail, octobre 1927)

En 1938, les salaires moyens convertis en francs belges s'échelonnaient, paraît-il, comme suit:

Belgique	=	100
France	=	119
Pays-Bas	=	142,3
Grande-Bretagne	=	168,4
Allemagne	=	210

(d'après le rapport de la Commission sénatoriale du Travail,
Session 1952/53)

A l'heure actuelle, la comparaison des salaires moyens payés dans les principaux pays de l'Europe occidentale montre que les rapports se sont quelque peu modifiés.

D'après les calculs établis par le Conseil Central de l'Economie, les salaires horaires moyens (convertis en francs belges) des travailleurs industriels s'échelonnent comme suit:

Salaires horaires (en francs belges) :

	<u>1951</u>	<u>Indice</u>	<u>1952</u>	<u>Indice</u>
Belgique	22,50 f.	100	24,50 f.	100
France	14,90 f.	66	17,20 f.	70
Pays-Bas	15,80 f.	70	?	
Allemagne occ.	17,30 f.	77	18,70 f.	76
Grande-Bretagne	21,40 f.	95	22,10 f.	90
Danemark	24,30 f.	108	29,35 f.	123
Norvège	26,20 f.	117	29,10 f.	120
Suisse	28,40 f.	126	?	
Suède	30,10 f.	134	?	
Etats-Unis	79,70 f.	354	83,50	341

Il n'en a pas fallu plus pour que les porte-parole des capitalistes s'efforcent d'accréditer la légende des "hauts salaires" belges.

(Cf., par exemple, la conférence donnée le 8/12/53 à la Société d'Economie Politique par le baron Snoy et d'Oppuers, secrétaire général du Ministère des Affaires Economiques sur le thème:

"Une révolution économique; la Belgique, pays des hauts salaires".)

En regardant les chiffres que les milieux d'affaires et les représentants du gouvernement évoquent aujourd'hui si souvent, demandons-nous quelles conclusions on peut en tirer.

Une première remarque à faire, c'est que, de toutes façons, la Belgique n'est pas celui des pays capitalistes où les salaires sont le plus élevés. Même en Europe occidentale, les pays scandinaves et la Suisse connaissent des taux plus élevés et les salaires horaires américains les dépassent encore plus nettement.

(Notons à ce propos que les chiffres cités ci-dessus ne signifient bien entendu pas que le pouvoir d'achat des salaires diffère dans les mêmes proportions. Le coût de la vie entre également en ligne de compte, ce qui réduit souvent et annule même parfois les écarts indiqués).

Aux Pays-Bas, par exemple, le coût de la vie est nettement inférieur à celui de la Belgique.

Aux Etats-Unis, par contre, la plupart des prix de détail dépassent ceux pratiqués en Belgique.

D'après la "Revue Internationale du Travail", les prix des produits alimentaires étaient en octobre 1952, de 33 % plus élevés aux U.S.A. qu'en Belgique. Ils étaient inférieurs de 26 % aux Pays-Bas. (Indices : U.S.A. = 100; Belgique = 75; Pays-Bas = 55).

(d'après "La Cité" du 14/11/53)

N.B. que Marx explique pourquoi la valeur relative de l'argent est, en général, plus petite chez la nation où la production capitaliste est plus développée que là où elle l'est moins. "Le salaire nominal, l'équivalent du travail exprimé en argent, sera aussi en moyenne plus élevé chez la première nation que chez la seconde, ce qui n'implique pas du tout qu'il en soit de même du salaire réel, c'est à dire, de la somme de subsistances mises à la disposition du travailleur." (Le Capital, Livre I, Chapitre XXII, T. II; p.231).

. ° .

Pour le reste, les statistiques qu'avancent les porte-parole du régime capitaliste ne prouvent nullement que la Belgique soit devenue un pays de "hauts salaires". Elles montrent tout au plus qu'à l'heure actuelle, les salaires payés en Belgique sont relativement moins bas que ceux de certains pays voisins qui sont devenus des pays de très bas salaires.

Un calcul fort simple le fait comprendre.

Dans sa conférence sur "La Belgique, pays de hauts salaires", le baron Snoy a affirmé que, de 1936-38 à 1952, les salaires horaires bruts réels des ouvriers de l'industrie ont augmenté de 1,13 % par an en moyenne. (Ce serait les chiffres calculés par le professeur Dehem?)

Cela ferait 17 % en 15 ans.

Sur la base des chiffres indiqués plus haut (comparaisons entre les salaires des divers pays de l'Europe occidentale en 1938), on doit donc conclure que les prétendus "hauts salaires" belges actuels sont en réalité inférieurs aux salaires payés en 1938 dans presque tous les pays voisins: France, Hollande, Grande-Bretagne et Allemagne! Et que les salaires payés il y a 15 ans en Angleterre, par exemple, les dépassent de 43 pour cent!

Belgique = 117
France = 119
Pays-Bas = 142
Grande-Bretagne = 168
Allemagne = 210

Les salaires horaires moyens ont-ils réellement augmenté de 17 % depuis 15 ans?

Reprenons, par exemple, le tableau dressé par l'Union des Exploitations Electriques de Belgique et examinons de plus près l'évolution des salaires par rapport à l'index officiel des prix.

<u>Indice des salaires</u>				<u>: Index</u>	:	<u>Rapport salaires/prix</u>			
				<u>: des prix</u>	:				
Maxim. Minim. Moyenne				:	:	Maxim. Minim. Moyenne			
-----				:	:	-----			
1914/12	100	100	100	:	100	:	1	1	1
1922	392	556	474	:	374	:	1,05	1,49	1,27
1929	923	1313	1118	:	820	:	1,12	1,60	1,36
1938	1072	1371	1222	:	761	:	1,40	1,80	1,60
1947	2715	3773	3244	:	2493	:	1,09	1,51	1,30
1949	3976	4810	4393	:	2768	:	1,44	1,73	1,58
1952	4393	5315	4854	:	3028	:	1,45	1,75	1,60

Il résulte donc de ce tableau qu'en mettant les choses au mieux, les salaires horaires bruts auraient tout au plus rejoint leur niveau de 1938.

Ce tableau fait aussi apparaître que les augmentations des salaires moyens - quand elles se produisent - résultent en ordre principal de la lutte menée par la classe ouvrière.

A cet égard, il est significatif que le maximum absolu ait été enregistré en 1938, au lendemain des grandes grèves de 1936.

Par ailleurs, il faut noter que ces chiffres mêmes (d'origine patronale pourtant) démolissent la légende de l'augmentation continue des ressources ouvrières en régime capitaliste.

Il faut en effet noter qu'avant la guerre de 1914-18, la journée de travail était de 10 heures. En prenant les rémunérations journalières comme point de départ, il faudrait donc adopter l'indice 125 comme référence pour la période 1912/14.

Par ailleurs, il faut noter que les salaires bruts (qui étaient perçus presque intégralement avant la guerre de 1914) sont aujourd'hui amputés de retenues très lourdes (pour la taxe professionnelle notamment) et que les impôts indirects ont également augmenté dans des proportions considérables. A l'heure actuelle, il n'est pas excessif d'estimer que les charges fiscales (y compris les impôts indirects) absorbent de 20 à 25 % des rémunérations ouvrières. Avant la guerre de 1914, ces charges ne représentaient sans doute même pas 5 % .

Des indices de salaires journaliers qui tiendraient compte de ce seul élément supplémentaire seraient donc fort différents. Sur la base adoptée plus haut, ils seraient d'environ 120 pour la période 1912/14 et oscilleraient entre 110 et 130 (suivant les catégories) pour 1952.

Donc, même en faisant abstraction de tous les autres facteurs (intensité du travail, chômage, etc., etc.) les statistiques patronales que nous venons d'examiner montrent qu'il ne peut être question d'une augmentation continue des rémunérations.

4ème remarque :

Quand on compare les salaires payés aux "budgets familiaux" établis par les organisations syndicales, on constate que, dans la majorité des cas, même les ouvriers régulièrement au travail ne disposent pas de ressources suffisantes pour faire face aux dépenses indispensables.

Pour fixer les idées, voici les "frais mensuels" minima d'un ménage sans enfant tels qu'ils sont calculés par la C.S.C. :

mai 1938 :	1.474 frs.
" 1949 :	5.425 frs.
" 1950 :	5.291 frs.
" 1951 :	5.705 frs.
" 1952 :	5.778 frs.
" 1953 :	5.776 frs.

Ces budgets-types fixent les dépenses à un niveau très modeste. Ils prévoient seulement 1/2 kilo de café par mois pour deux personnes et 100 kilos de charbon par exemple. La rubrique "distractions" prévoit seulement 4,40 frs. par personne et par jour et le poste "lectures", 1,60 francs! Et le loyer est estimé à 750 frs. par mois.

Tenant compte des taxes et retenues perçues à la source, ces "budgets-types" impliquent néanmoins des rémunérations brutes de 6.400 frs. environ à l'heure actuelle.

Or, il n'y a qu'une toute petite minorité d'ouvriers (moins de 10 % sans doute) qui gagnent de tels salaires. (Seulement 15 % des ouvriers et pas même 2 % des ouvrières gagnent plus de 6.000 frs. bruts).

C'est à dire, que, sauf là où les deux conjoints travaillent, l'écrasante majorité des ménages ouvriers ne disposent pas des ressources considérées comme un minimum.

Dans la majorité des cas, les ressources sont nettement inférieures.

Près de la moitié des ouvriers (44 % de l'ensemble) gagnent moins de 4.500 frs.

bruts. (24 % de l'ensemble des ouvriers gagnent moins de 4.000 frs. bruts!).

Et 88 % des ouvrières gagnent moins de 4.000 frs. bruts.

Salaires ouvriers bruts :

(2ème trimestre 1952)

Salaires par mois	Nombre			En %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Moins de 4.000 frs.	238.000	259.000	497.000	24,4	88,4	39,1
De 4.000 à 4.500 frs.	191.000	18.000	209.000	19,6	6,1	16,5
De 4.500 à 5.000 frs.	170.000	8.000	178.000	17,4	2,7	14
De 5.000 à 6.000 frs.	225.000	6.000	231.000	23,-	2,-	18,2
6.000 frs. et plus.	153.000	2.000	155.000	15,7	0,7	12,2
	977.000	293.000	1.270.000	100	100	100

. . .

Les enquêtes du professeur G. Jacquemyns sur le mode de vie des ouvriers confirment du reste qu'une très grande proportion de ménages ne disposent pas du "minimum" établi par la C.S.C.

Il résulte ainsi de ces enquêtes qu'en 1948-49, les revenus mensuels moyens des 277 familles observées s'élevaient à 6.227 francs (y compris les allocations familiales, le pécule de vacances, etc.) pour des ménages composés de 4,2 personnes en moyenne.

Les 42 ménages composés de deux personnes disposaient seulement d'un revenu mensuel moyen de 5.380 francs.

Pour l'ensemble des cas observés, le revenu mensuel du quart des ménages était inférieur à 5.000 frs. (bien que ces ménages se composaient de 3,4 personnes en moyenne).

Dans 7 pour cent des cas, les revenus mensuels étaient inférieurs à 4.000 francs (bien que ces ménages comptaient aussi 3,4 personnes en moyenne).

a) Augmentation du nombre de chômeurs et de la durée du chômage.

A mon avis, il faudrait élaborer quelques tableaux chiffrés (se limitant à quelques données typiques afin d'éviter qu'un trop grand luxe de chiffres n'empêche la tendance générale à ressortir clairement) sur :

1. L'augmentation du nombre de chômeurs;
2. L'augmentation de la durée moyenne du chômage.

Des comparaisons absolument précises avec l'avant-guerre sont évidemment impossibles (puisque, sauf pour les recensements généraux, les statistiques d'alors portent seulement sur les chômeurs assurés).

Néanmoins quelques chiffres sur l'avant-guerre méritent d'être rappelés (p.e. ceux qui montrent qu'avant la grande crise de 1930, le chômage ne constituait pas un phénomène persistant et endémique comme aujourd'hui. En 1929 et pour la première moitié de 1930, le nombre de chômeurs complets ne dépassait pas quelques milliers d'unités pour plus de 600.000 assurés.

- Il me semble qu'il serait intéressant de faire ressortir la persistance d'un chômage massif à l'époque actuelle.

- Par ailleurs, il serait sans doute bon de rappeler dans les grandes lignes les mesures prises au cours des dernières années pour restreindre le droit aux allocations.

Et d'indiquer quelques chiffres montrant le nombre d'exclusions (temporaires et définitives) prononcées. (En signalant évidemment que toutes ces exclusions ne sont pas définitives et qu'on ne peut donc pas les additionner purement et simplement).

b) La diminution de la population active :

Le document N° 9 (Sécurité Sociale) signale que :

"Tandis que la population totale augmente, la population active diminue, non seulement en proportion mais même en nombre absolu".

	<u>Population totale</u>	<u>Population active</u>
Recensement 1930	8.092.004	3.750.285
" 1947	8.512.195	3.481.027

"Cette diminution de la population active est due à :

- l'augmentation à concurrence de 330.000 unités des personnes âgées de plus de 65 ans;
- l'augmentation à concurrence de plus de 500.000 de personnes de 15 à 65 ans qui ne vivent pas de l'exercice d'une profession déterminée."
- Je propose de voir si cette tendance a continué à se manifester (et dans quelle mesure) au cours des années ultérieures.

INTENSITE ACCRUE DU TRAVAIL - AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE .

Les données déjà rassemblées sont trop détaillées pour faire apparaître une orientation quelconque . (Elles relèvent la production et le nombre d'ouvriers employés mois par mois) .

Je crois qu'il faudrait procéder de façon beaucoup plus large : prendre, dans le plus grand nombre possible d'industries, quelques chiffres typiques qui montrent l'orientation générale .

Voici quelques chiffres par exemple :

Charbonnages :

Production journalière par ouvrier à veine :

1947 : 4.553 Kgs.
1948 : 4.669 Kgs.
1949 : 4.905 Kgs.
1950 : 5.305 Kgs.
1951 : 5.735 Kgs.
1952 : 5.633 Kgs.

Cokeries :

Production annuelle par ouvrier :

1930 : 891 tonnes
1933 : 1.016 tonnes
1935 : 1.256 tonnes
1951 : 1.323 tonnes
1952 : 1.325 tonnes

Fonte :

	<u>Production</u>	<u>Ouvriers</u>	<u>Production annuelle par ouvrier</u>
1900 :	1.019.000 tonnes	3.637	364 tonnes
1913 :	2.485.000 tonnes	5.289	470 tonnes
1930 :	3.365.000 tonnes	7.144	472 tonnes
1939 :	3.059.000 tonnes	5.163	593 tonnes
1949 :	3.749.291 tonnes	5.832	642 tonnes
1950 :	3.694.774 tonnes	5.152	717 tonnes
1951 :	4.868.117 tonnes	6.195	785 tonnes

Acier

Par million de tonnes traitées

1922	:	4.830	ouvriers
1924	:	3.750	ouvriers
1939	:	2.900	ouvriers
1949	:	2.794	ouvriers
1950	:	2.424	ouvriers
1951	:	2.153	ouvriers

Chemins de fer

Personnel occupé

1929	:	99.610
1948	:	84.683
1950	:	81.935
1951	:	79.743

Par ailleurs, dans une étude publiée dans la revue "Productivité", M. Maurice Masoin, conseiller économique du gouvernement, confirme que la "productivité physique" (c-à-d. le rapport de la quantité produite divisée par le nombre d'heures prestées) a considérablement augmenté en Belgique au cours des dernières années.

Après avoir émis l'opinion qu'en 1947, la productivité avait rejoint et même dépassé l'intensité d'avant-guerre, M. Masoin donne le tableau suivant des progrès réalisés depuis lors. Il affirme qu'en 1953, la productivité a augmenté de 25 pour cent pour l'ensemble des industries belges depuis 1948/49.

Voici le tableau publié pour les différentes industries :

	1948-49 = 100	
	<u>1950</u>	<u>1953</u>
Mines et énergie	110	124
Métallurgie	105	115
Fabrications métal.	108	116
Chimie	115	128
Papier	122	133
Textile	123	121
Mat.construction	112	133
Bois	124	119
Cuir et Peaux	112	112
Tabac	113	115
Diamant	140	150
Alimentation	114	127

Ensemble des industries	112	125

(Revue "Productivité", septembre 1953, p.13)

Il n'est pas question de prétendre que cette augmentation de la productivité résulte uniquement de l'intensification des efforts exigés des ouvriers.

Pour une part, l'augmentation provient assurément de l'utilisation de machines plus perfectionnées.

Mais, pour une part appréciable, l'augmentation provient aussi de l'intensification du travail.

Il est évidemment impossible de chiffrer exactement dans quelle mesure intervient l'intensification de l'effort.

De nombreux témoignages confirment toutefois que c'est bien à la suite d'un surcroît de travail que la productivité a augmenté.

Même de source patronale, on en trouve parfois la preuve.

A ce propos, citons à titre d'exemple un article publié dans le "Bulletin Commercial Belge" (mensuel édité par l'Office Belge du Commerce extérieur. N° 6, 1953, p. 31).

On y trouve un exemple saisissant des méthodes qu'utilise le patronat pour augmenter la productivité en transformant de plus en plus l'ouvrier en un "appendice de la machine" (Marx).

L'auteur de cet article, M. Georges Biva, directeur de l' I.V.P. (Chambre syndicale de l'industrie belge des vernis, peintures, etc.) y examine "l'action de la couleur sur la santé des travailleurs, leur capacité physique de rendement, l'efficacité de leur apport, leur entrain à la tâche".

Il affirme que: "Les couleurs ont un effet tonique ou calmant des fonctions nerveuses, musculaires et mentales. Ainsi, l'activité musculaire augmente de 25 p.c. lorsque la couleur des rayons lumineux passe de la teinte ordinaire d'un jour gris au jaune vif... Par le seul effet de la couleur, le travailleur peut donc atteindre une capacité de rendement plus élevée..."

L'exposé de M. Biva montre que les recherches qui prétendent améliorer les conditions de travail de l'ouvrier tendent avant tout à river celui-ci plus étroitement à sa machine : "...Le travailleur ne peut garder constamment le regard rivé sur son travail; il éprouve le besoin physiologique de lever les yeux de temps à autre, de changer la direction de son regard, pour atténuer l'impression de fatigue..."

Mais cela risque d'obliger l'ouvrier à adapter son regard au milieu environnant, ce qui pourrait entraîner "un ralentissement dans la reprise du travail".

"C'est pourquoi les surfaces sur lesquelles l'œil du travailleur se porte seront couvertes d'une couleur d'une intensité comparable à celles de sa zone de travail". Et surtout, "elles devront aussi peu que possible solliciter le regard."

Par contre, l'emploi de couleurs judicieuses ramènera l'œil de l'ouvrier à son travail. En effet :

"Grâce à l'emploi de couleurs appropriées, généralement de nuances vives, l'œil de l'ouvrier revient spontanément aux parties essentielles de la machine, à celles qui réclament son attention..."

Indications pour poursuivre les recherches :

- a) Poursuivre dans le sens indiqué la recherche d'indications chiffrées pour quelques autres industries. En s'efforçant toujours d'embrasser une période de temps assez étendue afin qu'une orientation nette apparaisse.
- b) Rechercher des illustrations typiques de cas précis qui montrent comment le patronat oblige les ouvriers à intensifier leur effort afin d'augmenter la productivité.

Pour ce : 1. Parcourir la collection du D.R. qui a donné de nombreux exemples dans sa rubrique "Travail et travailleurs".

2. Parcourir certains rapports de congrès syndicaux.

(Demander indications à Delpierre à ce propos).

Prolongation de la durée du travail

a) Les infractions à la loi des 8 heures deviennent règle courante dans un nombre considérable d'entreprises. A de nombreuses reprises les organisations syndicales l'ont constaté.

"La Cité", organe des syndicats chrétiens, l'écrivait récemment:

"Il est choquant de constater que beaucoup d'entreprises font actuellement des heures supplémentaires en nombre considérable alors que dans ces entreprises le chômage sévit... On nous dit que le Ministère du Travail se montre parcimonieux dans l'octroi de dérogations à la loi des huit heures. Il est cependant un fait que les heures supplémentaires sont fort répandues. Les Congrès syndicaux de ces dernières semaines ont attiré l'attention sur ce problème..." (10 octobre 1953).

b) En principe, les dérogations à la loi des 8 heures doivent être autorisées par le Ministère du Travail. Des statistiques relatives au nombre de dérogations accordées sont publiées. Ces statistiques sont toutefois dénuées de toute valeur car, en pratique, les chefs d'entreprise se passent d'autorisation.

La "Revue du Travail" le constatait récemment:

"Si le principe de la réglementation de la durée du travail est bien connu et admis... on assiste néanmoins, en pratique, à un relâchement..."

"L'abondance de la main d'oeuvre est mise à profit par les employeurs... pour réaliser une économie de personnel et des charges qui s'y rapportent en exigeant des prestations supplémentaires."

"Pour diverses raisons, dont la principale est d'augmenter leurs ressources, les travailleurs acceptent de prolonger la durée du travail".

"L'insuffisance du personnel... et l'absence de moyens de contrôle appropriés mettent l'Inspection sociale dans l'impossibilité de contrôler efficacement l'application de la loi". (Revue du Travail" - juillet-août 1953 - p. 754).

Indications pour poursuivre les recherches :

- a) Rechercher dans une série de comptes-rendus syndicaux (syndicats de la FOEB et de la CSC) des interventions signalant les infractions à la loi des 8 heures.
- b) Relever dans la collection du ER. (rubrique TT) une série de cas typiques de sabotage des 8 heures.

Usure précoce, fatigue anormale, conditions d'existence anormales, etc.

lère partie . (Martin)

Pour montrer la diminution d'"années utiles" au cours desquelles un travailleur peut espérer s'employer à un salaire normal, rassembler quelques données sur les chômeurs "difficilement plaçables" :

par exemple (simple indication) :

- a) chiffres sur l'augmentation de la proportion de chômeurs
 âgés de plus de 55 ans
 âgés de plus de 45 ans.
- b) idem sur l'augmentation de la durée moyenne du chômage de ces catégories.

2ème partie (Collin) :

En dehors de l'usure précoce résultant de l'effort plus intensif au cours du travail, il y a l'usure résultant des conditions anormales de travail et d'existence.

- a) exemples d'ouvriers obligés à se déplacer loin de chez eux pour trouver un emploi :

"Revue du Travail" Juillet-Août 1933 - p.756

Signale effets du chômage en Flandre :

"Certaines régions du pays, et principalement les régions flamandes, sont de véritables pépinières d'ouvriers du bâtiment. Ces régions sont incapables d'absorber cette main d'oeuvre en raison de son abondance et aussi parce que le volume des travaux n'est pas suffisant...."

"Les travailleurs se voient contraints de rechercher du travail en des endroits éloignés de leur domicile au point qu'il leur est impossible de regagner journellement leur foyer. Ils quittent celui-ci le lundi matin, arrivent sur le chantier vers la fin de la matinée, logent sur place et rentrent chez eux le samedi".

Recherches à poursuivre : trouver d'autres indications du même genre - sur conditions de vie des mineurs flamands, par exemple.

Ajouter que les mesures promulguées au "Moniteur" du 5 décembre 1952 obligent les chômeurs à accepter - après 3 mois d'inactivité - du travail en dehors de leur spécialité professionnelle et cela même à des endroits fort éloignés de leur domicile et à des conditions de salaires des plus désavantageuses (voir ce texte du Moniteur pour précisions).

b) Exemples d'ouvriers immigrés : (Italiens, Nord-Africains, etc.) auxquels sont confiés les travaux les plus dangereux et les plus rebutants et qui vivent par surcroît souvent dans des conditions déplorables ("cantines", etc.). Cf. à ce propos, la déclaration de Fernand Santi, secrétaire général de la C.G.I.T. ("Soir" du 7/11) dans interview publiée par "Avanti" du 5/11/53 à l'occasion de la catastrophe du Many. Santi affirme que le fort pourcentage d'Italiens dans accidents miniers en Belgique résulte des installations techniques surpassées, du rythme excessif du travail, de l'insuffisance d'apprentissage et des conditions générales de vie insuffisantes minant le moral et le physique de ces travailleurs.

De son côté, l'hebdomadaire italien "Settimo Giorno" publie un reportage d'où il résulte qu'approximativement deux cinquièmes des mineurs italiens en Belgique vivent "dans une situation déplorable".

- Il faudrait pousser recherches dans ce domaine. (Le sujet mériterait un reportage dans IR.)

1°) Données déjà rassemblées :

Des données complètes sur les accidents de travail sont seulement disponibles pour les années 1937 et suivantes. Par ailleurs, ces relevés sont publiés avec un retard considérable. (C'est seulement dans son N° de juillet-août 1953 que la "Revue du Travail" fournit de premières indications sur les accidents survenus en 1947!)

Le Ministère de l'Intérieur ayant publié les relevés de certaines années antérieures à 1937 (années choisies de façon arbitraire, semble-t-il) des comparaisons assez poussées avec la période précédant la première guerre mondiale sont toutefois possibles dans ce domaine.

(N.B. Ces comparaisons de période à période ne seront pas tout à fait exactes, l'assurance-accidents ayant seulement été complètement généralisée à partir de 1945. Toutefois, l'extension de l'assurance à des catégories où les risques étaient présumés moindres peut seulement avoir eu pour résultat d'"adoucir" les données plus récentes. La tendance à l'augmentation du nombre d'accidents est donc sans doute encore plus nette dans la réalité que ne le révèlent les données statistiques).

L'augmentation du nombre d'accidents de travail apparaît de façon très claire quand on examine trois périodes caractéristiques:

- a) Avant la première guerre mondiale (1910-1913)
- b) Avant la seconde guerre mondiale (1937-1939)
- c) Après la seconde guerre mondiale (1944-1947)

ACCIDENTS DE TRAVAIL (ouvriers)

2

<u>Année</u>	<u>Nombre total d'accidents</u>	<u>Nombre total d'assurés</u>
1910	98.171	832.127
1911	109.885	872.285
1912	118.327	918.970
1913	118.220	949.758
<hr/>		
1937	192.827	1.164.830
1938	175.505	1.190.460
1939	163.759	1.034.857
<hr/>		
1944	173.502	823.560
1945	198.901	910.341
1946	249.917	1.155.995
1947	293.670	1.225.147
1948	304.793	1.239.965

Le fait que le nombre d'assurés diffère d'année en année (par suite du chômage notamment) influence évidemment en partie le nombre absolu d'accidents.

Les statistiques disponibles permettent de serrer la réalité de plus près car elles fournissent aussi des indications sur le nombre d'accidents "par 10.000 unités assurées" (une unité représentant 300 journées de travail par an.

En adoptant ce mode de calcul, l'augmentation du nombre d'accidents de travail apparaît plus nettement:

NOMBRE D'ACCIDENTS "PAR 10.000 UNITES ASSUREES" (ouvriers) :

1910	1.180)	
1911	1.260)	
1912	1.288)	Moyenne : 1.243
1913	1.245)	
<hr/>			
1937	1.655)	
1938	1.474)	Moyenne : 1.561
1939	1.552)	
<hr/>			
1944	2.107)	
1945	2.185)	Moyenne : 2.151
1946	2.162)	
<hr/>			
1947	2.306)	
1948	2.363)	Moyenne : 2.335

Pour les années suivantes, les statistiques publiées sont tout à fait insuffisantes. La "Revue du Travail" fournit chaque mois le relevé des accidents déclarés à l'Inspection technique mais ce matériel est fort incomplet :

- a) Il ne relève pas les accidents survenus dans les charbonnages;
- b) La comparaison avec les statistiques complètes (publiées jusqu'en 1947) montre qu'un nombre considérable d'accidents ne sont pas déclarés à l'Inspection technique (Pour l'année 1947, p.e.) l'Inspection technique fait seulement état de 273 accidents mortels.

En y ajoutant les 128 accidents survenus dans les charbonnages et signalés par l'Administration des Mines, cela ferait 401 accidents mortels en tout. Or les relevés annuels complets signalent que 485 accidents mortels se sont produits au cours de cette année.) En dépit des réserves qu'ils appellent, ces relevés peuvent toutefois être cités à titre d'indication.

La comparaison des données fournies pour les quatre dernières années (une nouvelle présentation de ces relevés a été adoptée en 1950) confirme que la tendance à l'augmentation du nombre d'accidents s'est encore accentuée :

Nombre d'accidents déclarés à l'Inspection technique :

(Accidents survenus sur le lieu du travail) :

<u>Année</u>	<u>Total</u>	<u>Mortels</u>
1950	90.628	147
1951	100.794	159
1952	105.103	178
1953 (6 premiers mois)	53.962	65

2°) Recherches à poursuivre :

a) Accidents :

Je crois qu'il faudrait attacher une attention spéciale aux accidents dans les mines.

(Pas les accidents mortels où la courbe des dernières années n'indique aucune orientation nette, mais pour les "petits accidents" qui semblent marquer une tendance à l'augmentation).

Pour ce, examiner si les Annales des Mines (voir à la Biblio.) ne fournissent pas de précisions.

- Des indications fragmentaires intéressantes ont été publiées dans la presse.

Par exemple :

- Le D.R. du 30/11/52 signale qu'aux Charbonnages de Mariemont-Bascoup, il y eut 6.814 blessés en 10 1/2 mois en 1952 (du 1/1/52 au 19/11/52 sur 4.500 ouvriers.

- Le D.R. du 7/12/52 signale qu'en octobre 52, au Puits du Many, (Ougrée-Marihaye) il y eut 213 journées chômées pour blessures sur 8.451 journées prestées (= 25/1.000 absents pour blessures) :

- Le D.R. du 14/12/52 signale qu'au Puits Marie-José (Anderlues), il y eut 1.431 accidents en 10 1/2 mois (du 2/1/52 au 19/11/52).

- Le D.R. du 27/10/53 signale qu'au mois d'août 1953, pour la Société John Cockerill (division charbonnage du Borinage), il y eut 427 blessés avec une perte de 7.493 journées de travail soit près de 10 p.c. des effectifs.

Examiner avec Delpierre s'il n'y a pas moyen de trouver d'autres données de ce genre, de la généraliser et (si possible) de faire des comparaisons avec des périodes antérieures.

Voir si le S.U. (De Gelan-Carliet) ne peut fournir des indications dans ce domaine.

b) Maladies professionnelles - Invalidités du travail :

Ici, rien n'a encore été rassemblé.

Le B.R. du 27/10/53 (article Carlier) signale qu'en 1925, il y avait un peu plus de 600 mineurs invalides; en 1935, un peu plus de 6.000; en 1945, un peu plus de 12.000 et fin de 1952, plus de 20.000.

Ajoute qu'il y a plus de 35.000 veuves.

Et qu'enquêtes médicales autorisées confirment que des millions de mineurs sont invalides entre 24 et 40 ans - que le mineur vieillit avant l'âge et qu'il meurt avant les autres travailleurs.

Voir avec Delpierre, Lhoir et Carlier où il y a moyen d'obtenir chiffres et faits précis à ce propos.

Examiner également avec ces camarades si des précisions n'ont pas été fournies (pour les mineurs notamment) au cours de divers Congrès, Journées d'Etudes, etc.

FEMMES - JEUNES

a) Exploitation renforcée de la main d'œuvre féminine

La main d'œuvre féminine est nettement plus mal rémunérée que la main d'œuvre masculine.

Tous les relevés montrent que les rémunérations payées aux ouvrières et aux employées sont nettement inférieures à celles des ouvriers et des employés masculins.

En 1937 (Recensement économique et social du 27 février 1937), sur 204.295 ouvrières recensées, 184.273 (soit 90 % de l'ensemble) gagnaient moins de 4 francs l'heure. (Dont 129.396 - soit 63 % du total - gagnant moins de 3 frs. l'heure).

A la même époque, sur 808.910 ouvriers recensés, seulement 173.062 (soit 21 % de l'ensemble) gagnaient moins de 4 frs. l'heure. (461.000 d'entre eux, 57 % du total gagnaient de 4 à 6 francs l'heure).

. . .

Les relevés ultérieurs confirment que cette inégalité dans les rémunérations s'est maintenue et a même tendance à s'aggraver.

D'après le Livre Blanc de 1952 (p. 259), dans l'industrie:

En 1950, les salaires moyens des ouvrières = 60 % des salaires masculins;

En 1951, les salaires moyens des ouvrières = 59 % des salaires masculins;

En 1952 (2ème trim.) les salaires moyens des ouvrières = 57 % des salaires masculins.

Voici, d'après la même source, les salaires et appointements mensuels moyens payés au cours du 2e trimestre 1952 dans l'industrie (à l'exclusion des charbonnages et de la marine marchande) et dans le commerce :

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>	<u>% Femmes/Hommes</u>
<u>Ouvriers:</u> Industrie	5.040 Frs.	2.908 Frs.	57 %
Commerce	4.280 Frs.	2.648 Frs.	61 %

Même si on se réfère seulement aux branches où les salaires sont les plus bas (et où le plus grand nombre de femmes sont occupées) la disproportion reste flagrante.

En 1951, par exemple, d'après l'O.N.S.S., pour l'ensemble de l'industrie, les salaires moyens bruts étaient de 194,20 Frs. par jour pour les ouvriers et de 111 Frs. seulement pour les ouvrières.

Pour les branches "à bas salaires", ils s'établissaient comme suit :

	<u>Hommes</u>	<u>Femmes</u>
Alimentation	164,30 Frs.	104,50 Frs.
Tabac	164,- Frs.	109,80 Frs.
Textiles	170,- Frs.	117,60 Frs.
Vêtement	155,10 Frs.	97,80 Frs.

Il existe chez le patronat une volonté délibérée de maintenir les salaires féminins à un taux extrêmement bas en profitant de la surabondance de main d'oeuvre féminine non qualifiées.

Le Livre Blanc de 1952 le reconnaît : "Les ouvrières se trouvent dans de nombreuses entreprises, systématiquement remplacées par des mineures d'âge rémunérées à un tarif moins élevé." (p.259)

Il en va de même pour les employées où "l'offre surabondante entraîne des remplacements systématiques par des employées mineures d'âge." (p.261)

Il faut du reste noter qu'en dépit du fait que les autorités sont parfois amenées à reconnaître le principe "à salaire égal, travail égal", lors de conférences internationales, en pratique de nombreuses dispositions légales sanctionnent la pratique des bas salaires.

L'ancienne législation relative aux salaires minima légaux précisait que les salaires féminins étaient, pour un travail égal, de 80 % du taux des salaires masculins.

Les allocations de chômage sont établies sur une base analogue.

C'est ainsi, par exemple, que l'arrêté ministériel du 10 novembre 1953 relatif aux salaires de référence à prendre en considération pour déterminer le taux de l'allocation adopte les taux suivants:

Pour les travailleurs majeurs et pour les mineurs d'âge

mariés: 168.- Frs. par jour pour un travailleur spécialisé ou qualifié;

138,60 Frs. par jour pour un manoeuvre non qualifié;

105,35 Frs. pour une travailleuse.

Les jeunes travailleurs sont, eux aussi, l'objet de mesures de discrimination analogues.

D'après le même arrêté, les taux de référence sont fixés comme suit pour ce qui les concerne:

1) Pour les travailleurs de 18 à 21 ans:

- 105,35 par jour pour les jeunes gens;

- 81,15 Frs. par jour pour les jeunes filles;

2) Pour les travailleurs de moins de 18 ans:

- 64.- Frs. par jour pour les jeunes gens;

- 52.- Frs. par jour pour les jeunes filles.

ANNEXE POUR CHAPITRE VII

Estimation des salaires bruts moyens payés dans l'industrie

(Source : C.N.S.S. d'après Livre Blanc de 1952, p.260)

Rémunération mensuelle brute	Ouvriers			:	Employés		
	Hommes	Femmes	Total		Hommes	Femmes	Total
Moins de 4.000 Frs.	238.000 24,4 %	259.000 88,4 %	497.000 39,1 %	:	41.000 15 %	79.000 60,8 %	120.000 30,1 %
4.000 à 4.500 Frs.	191.000 19,6 %	18.000 6,1 %	209.000 16,6 %	:	17.000 6,3 %	10.000 7,7 %	27.000 6,8 %
4.500 à 5.000 Frs.	170.000 17,4 %	8.000 2,7 %	178.000 14 %	:	18.000 6,7 %	13.000 10 %	31.000 7,8 %
5.000 à 6.000 Frs.	225.000 23 %	6.000 2 %	231.000 18,2 %	:	40.000 14,9 %	13.000 10 %	53.000 13,3 %
6.000 Frs. et plus	153.000 15 %	2.000 0,7 %	155.000 12 %	:	153.000 56 %	15.000 11,5 %	168.000 42,1 %
TOTAL:	977.000	293.000	1270.000	:	269.000	130.000	399.000

Aggravation des charges fiscales

La charge réelle des impôts est aujourd'hui SEPT FOIS plus lourde qu'avant la première guerre mondiale.

En 1914, le budget total de la Belgique s'élevait à 354 millions de francs-or soit environ 10 milliards de nos francs actuels.

A l'heure actuelle, le total des recettes fiscales dépasse largement les 70 milliards.

Au cours des 15 dernières années, la charge réelle des impôts a presque doublé.

Entre 1930 et 1939, les recettes d'impôts oscillèrent entre 8 et 9 1/2 milliards de francs de l'époque (35 à 40 milliards de nos francs actuels).

En 1953, les recettes fiscales atteindront 73 milliards d'après les dernières prévisions. (Exposé général du Budget des recettes et dépenses pour 1953/54).

. . .

Les impôts frappant les rémunérations des travailleurs ont augmenté dans une proportion plus forte encore.

Pour 1938, les rentrées fiscales au titre d'impôts directs s'étaient élevées à 3.130 millions de francs de l'époque (soit un peu plus de 13 milliards de nos francs actuels).

En 1950, les recettes au même titre se sont élevées à 32.800 millions de Frs., soit 10 fois plus (en valeur nominale) et 2 1/2 fois plus en valeur réelle.

En 1953, elles atteindront, selon les prévisions, un total de 36 milliards.

Voici quelques exemples typiques de l'augmentation de la taxe professionnelle retenue à la source sur les rémunérations des travailleurs :

Salaires mensuels de :	Célibataire :	Marié sans enfant	Marié avec deux enfants
<hr/>			
<u>En 1940 :</u>			
801 Frs.	12,30 Frs.	rien	rien
1000 Frs.	18,10 Frs.	14,50 Frs.	rien
1200 Frs.	23,90 Frs.	19,10 Frs.	rien
1396 Frs.	38.- Frs.	32.- Frs.	21,20 Frs.
1800 Frs.	70,30 Frs.	63,10 Frs.	48,70 Frs.
2200 Frs.	92,50 Frs.	85,30 Frs.	69,70 Frs.

Actuellement (en multipliant les salaires par 4 et en prenant le taux pour les communes de plus de 30.000 habitants, donc la situation la plus favorable) :

3200 Frs.	105 Frs.(= x9)	33 Frs.(c/rien)	rien
4000 Frs.	170 Frs.(= x9)	162 Frs.(=x11)	8 Frs.(c/rien
4800 Frs.	239 Frs.(= x 10)	227 Frs.(= x 11)	191 Frs.(= x 9)
5600 Frs.	338 Frs.(= x 9)	304 Frs.(= x 9,5)	256 Frs.(= x 12)
7200 Frs.	574 Frs.(= x8,5)	545 Frs.(= x 8,5)	434 Frs.(= x 9)
8800 Frs.	866 Frs.(= x 9)	822 Frs.(= x 9,5)	692 Frs.(= x10)

L'augmentation des retenues pour impôts oscille donc entre 8,5 et 12 fois le niveau d'avant-guerre. La charge réelle de la fiscalité directe est donc de 2 1/2 à 3 fois plus lourde qu'avant la guerre.

Actuellement, pour un travailleur célibataire qui gagne 4.800 Frs. par mois, les retenues pour impôts (239 Frs. par mois ou 2.868 Frs. par an) représentent :

5 pour cent de son salaire

- soit l'équivalent de : deux kilos de beurre et 3 kilos de sucre par mois ;
ou un costume par an.

Tout cela prélevé sur un salaire journalier de 192 Frs. ou 24 Frs. l'heure.

LES IMPOTS INDIRECTS :

Les impôts indirects représentent plus de la moitié des recettes fiscales. Ces "impôts invisibles" présentent aux yeux de l'Etat le gros avantage d'être prélevés sans que le contribuable ne s'en rende compte: chacun les paie en effectuant le plus modeste des achats car ils incorporés dans le prix de toutes les marchandises .

Les impôts indirects (douanes, accises, taxe de transmission) frappent la consommation et ils sont de ce fait "progressifs à rebours", c'est à dire, sont proportionnellement beaucoup plus lourds pour les petits que pour les gros du fait que les couches les plus pauvres de la population dépensent la quasi-totalité de leurs ressources à des dépenses de consommation.

Avant la guerre, l'ensemble des impôts sur la consommation (douanes, accises, taxes de transmission) oscillait entre 4 et 5 1/2 milliards de francs. Cette année, elles s'élèveront à 34 milliards.

Voici la progression des recettes fournies par ces impôts indirects au cours des dernières années : (en millions de francs)

	1949	1950	1951	1952
Douanes	3.300	3.970	4.350	4.380
Accises	7.860	7.720	8.000	9.100
Taxe de facture	16.700	16.830	20.090	21.400
Total	27.860	28.520	32.440	34.880

A elle seule, la taxe de transmission - qui fut seulement instaurée en 1921 et qui ne rapporta jamais plus de 2 1/2 milliards avant la deuxième guerre mondiale - a rapporté 21.400 millions en 1952 - neuf fois autant.

Du fait que ces taxes frappent en général les marchandises proportionnellement à leur prix, toute hausse des prix augmente le poids de la fiscalité.

Soit un produit importé coûtant 1.000 Frs. et payant 20 % de droits de douane et 9 % de taxe.

Prix de revient avant juin 1950 :

1.000 Frs. + (droit de douane =) 200 Frs. = (taxe de 9 % sur 1.200 Frs.) 108.

Total : 1.308 Frs.

dont 308 Frs. de taxes.

Prix en juin 1951 après une augmentation du prix de 25 % :

1250 Frs. + (droit de douane =) 250 Frs. = (taxe de 9 % sur 1500 Frs. =)

135 Frs. Total : 1.635 Frs.

dont 385 Frs. de taxes.

C'est ainsi que les hausses successives ont entraîné un prélèvement fiscal supplémentaire à titre d'impôts indirects qui s'est élevé, par rapport à 1949, à :

660 millions en 1950;
4.580 millions en 1951;
7.020 millions en 1952;

. . .

En résumé, quand on compare les charges fiscales actuelles à celles qui existaient avant la guerre, on constate que, tant pour les impôts indirects que pour les impôts directs, les prélèvements représentent plus du DOUBLE d'avant-guerre en valeur réelle (c'est à dire, en tenant compte du fait que les prix ont augmenté d'un peu plus de quatre fois).

Cela fait 10 1/2 milliards de prélèvements supplémentaires pour les impôts indirects et 10 milliards de prélèvements supplémentaires pour les impôts directs : PLUS DE 20 MILLIARDS DE PRELEVEMENTS SUPPLEMENTAIRES EN TOUT.

Ces 20 milliards représentent environ 1/5 de l'ensemble des salaires et appointements des assujettis à la Sécurité sociale et des agents des services publics.

LOGEMENTS .

Je crois que, pour cette question, il faudrait surtout rassembler une série de données qui montrent qu'en dépit des progrès réalisés dans l'art de la construction, les conditions de logements sont restées nettement insatisfaisantes pour la plupart des travailleurs - et carrément intolérables pour un nombre considérable d'entre eux. A cet effet, il faudrait réunir une série de faits dans le genre de ceux que j'énumère ci-dessous (à titre d'exemples) et qui ont été pris, pour la plupart, dans les documents réunis pour la Commission.

1) Manque de logements :

En 1948, les milieux officiels admettaient qu'il manquait environ 300.000 logements en Belgique.

Le Livre Blanc du Ministère des Affaires Economiques estimait que "les besoins réels et immédiats de logements seraient de 200.000 unités environ, ce qui représente, en moyenne, un manque de 160.000 immeubles."

"Il est estimé, d'autre part, que pour loger la population suivant les exigences sociales du moment, ces besoins s'établissent à 300.000 logements, soit environ 240.000 immeubles. Le Ministère de la Coordination Economique considère ces estimations comme des minima et le retard ne pourra être comblé que moyennant une activité qui dépasse le rythme normal de la construction." (L'Economie belge en 1948, p.91/92).

Or, depuis lors - en dépit du fait que la population a entretemps augmenté de 150.000 unités environ - le nombre de maisons d'habitation a seulement augmenté de 130.000 unités environ.

Au 31 décembre 1947, il y avait 2.015.393 maisons particulières en Belgique;

Fin 1951, il y en avait 2.121.772;

Fin 1952, environ 2.146.000.

Le rythme de construction ne dépassa pas du tout la "normale".

En effet, de 1920 à 1939, le rythme moyen d'accroissement annuel net d'immeubles à usage d'habitation avait été de 27.500 unités.

Pour les années 1948-52, il fut seulement de 26.000 environ en dépit de la nécessité de combler l'arriéré résultant des années de guerre.

A l'heure actuelle, le rythme de construction a du reste tendance à diminuer :

Le nombre d'immeubles d'habitation achevés au cours de l'année a été le suivant au cours des dernières années :

1949 : 28.700

1950 : 35.483

1951 : 28.158

1952 : 26.462

b) Surpeuplement - Inconfort

La pénurie de logements est d'autant plus réelle que, de 1939 à 1950, le nombre de ménages s'est accru de 300.000 unités (environ 10 %) tandis que le nombre d'habitations avait à peine augmenté.

Le nombre de logements s'y est adapté (parce qu'il a augmenté d'environ 330.000 pendant la même période) mais au prix d'un degré d'occupation plus élevé des immeubles.

En 1939, les 2.083.000 immeubles existant comptaient 1,27 logements par unité. En 1950, les 2.120.000 immeubles comptaient en moyenne 1,40 logements.

Ace propos, il faut noter qu'en 1947, 162.361 logements ne comportaient qu'une seule pièce (mais seulement 68 % de ces logements d'une seule pièce étaient habités par une seule personne).

Une forte proportion des habitations existantes sont par ailleurs dans un état de vétusté prononcé : sur les quelque 2 millions d'habitations du pays, environ 750.000 ont été construites depuis plus de 60 ans. Enfin, le confort élémentaire reste réservé à une minorité .

D'après le recensement de 1947, sur les 2.815.956 "logements recensés",

197.636 avaient une salle de bain particulière

38.453 avaient une salle de bain commune

2.579.867 (soit 92 % de l'ensemble) ne possédaient pas de salle de bain.

c) Taudis

Par ailleurs, le problème des taudis n'a pas été résolu.

En 1940, on évaluait que le nombre de taudis et d'habitations surpeuplées était de 100.000 à 125.000.

Le recensement de 1947 signale l'existence de 14.611 "maisons provisoires et baraquements".

Au Congrès international des logements, on a signalé que:

Bruxelles compte 700 taudis occupés par 1300 familles;

Anvers compte 25.000 familles qui logent dans des conditions misérables;

Gand compte 7.000 taudis et baraquements où habitent 18.200 personnes;

Seraing compte 871 familles (2.000 personnes) qui logent dans des baraquements.

En dehors des taudis, le pays compte encore un nombre considérable de logements insalubres, mal aérés, etc.

A ce propos, une déclaration reproduite dans une Enquête effectuée par l'INSOC est significative :

"Après 18 ans de service actif comme commissaire-adjoint dans une commune de l'agglomération bruxelloise qui comprend une population de plus de 65.000 habitants sur un territoire exigu, je crois pouvoir préciser que 50 % des faits qualifiés infractions en matière d'ivresse, de mœurs, etc. et des faits relevant de la protection de l'enfance sont dûs à l'exiguïté, à l'insalubrité des logements mis à la disposition de la classe laborieuse. Hommes et femmes ont tendance à vivre le moins possible dans leur logement. Après les heures de travail, les occupants de logements insuffisants, trop souvent, se rendent au café ou cherchent un dérivatif dans la fréquentation des salles de spectacle, abandonnant bien souvent des enfants mineurs sans surveillance à leur sort".

Chapitre X

Mauvaise qualité des produits, ventes à tempérament, etc.

a) Sur la mauvaise qualité des produits :

Dans son rapport sur la question des logements, notre ami Mombach donnait un exemple intéressant. Il signalait que dans le bâtiment - notamment pour les travaux entrepris sous l'égide de la Société des Habitations à Bon Marché - il y a une tendance à un allègement extrême de la construction.

Les maisons construites ainsi coûtent moins cher mais...

"La construction future, au lieu d'avoir, comme la construction traditionnelle, une durée normale, par exemple de 75 ans, n'en durera plus que 20. Le coût n'en sera pas fort diminué - mettons 15 % au maximum. Mais cela fera marcher l'industrie..."

- Il faudrait rechercher quelques autres exemples du même genre.

Par exemple, on m'a affirmé que les lampes pour postes de radio sont fabriquées de façon à pouvoir seulement fonctionner un nombre d'heures déterminé. (Il faudrait demander précisions à un technicien).

b) Conséquences des ventes à tempérament.

"Le Peuple" (Nos du 28/8/53 et jours suivants) a publié une enquête d'où il résulte que :

- Les ventes à tempérament atteignent actuellement de 5 à 6 milliards de francs par an;

- Les acheteurs paient des intérêts réels qui dépassent presque toujours les 20 % et atteignent même parfois plus de 30 % pour les prêts à 6 mois.

D'après les indications du Ministère des Affaires Economiques, dans certains secteurs, le pourcentage des ventes à tempérament va de 40 à 80 % du total des ventes.

(70 % pour les appareils ménagers - machines à coudre, aspirateurs, lessiveuses, ciroues, frigidaires, etc.-; de 40 à 60 % pour les appareils de radio; 50 % pour les motos).

CHAPITRE XI

DECALAGE PRIX SALAIRES

Au cours des 40 dernières années, les dépréciations monétaires successives ont entraîné une hausse constante des prix.

<u>Index des prix de détail</u> (1914 = 100)	
1914	100
1920	316,2
1926	618,1
1936	685,5
1938	761,1
1946	2374,7
1948	2861
1952	3027,9

Cette hausse presque ininterrompue des prix a entraîné de très lourdes pertes pour les travailleurs. Même lorsque les conventions collectives prévoient l'adaptation des salaires aux prix, l'opération n'est jamais automatique et, en fait, les travailleurs ont été frustrés de sommes considérables pour trois raisons :

- Il y a toujours décalage dans le temps et l'adaptation des salaires retarde souvent considérablement sur la hausse de prix;
- Dans les circonstances "exceptionnelles" (guerre et après-guerre) les conventions sont souvent suspendues (blocage des salaires);
- L'index des prix de détail dont l'évolution détermine les adaptations de salaires n'exprime pas toujours exactement le renchérissement de la vie et il est parfois délibérément faussé.

A) Décalage:

Si les prix oscillaient régulièrement, augmentant parfois et diminuant ensuite, les décalages entre l'évolution des prix et l'adaptation des salaires s'annuleraient. En fait, puisque la tendance à la hausse est constante depuis 40 ans, c'est toujours dans le même sens que le décalage s'opère : au dépens des travailleurs .

En pratique, il en résulte un manque à gagner considérable. Le total des salaires payés en Belgique s'élève actuellement à 100 milliards de francs environ par an. Cela signifie qu'un seul mois de retard d'une réadaptation de 2 1/2 % frustre la classe ouvrière de 200 millions de francs.

En général, les travailleurs ne s'aperçoivent pas des pertes qu'ils subissent ainsi régulièrement. Quand ils se trouvent en présence de hausses de prix exceptionnellement brusques, la duperie du système devient pourtant sensible. Cela s'est produit au début de la guerre de Corée et l'indignation populaire fut telle que la C.S.C. elle-même fut amenée à protester :

"Les conventions rattachant les salaires à l'index - outre le décalage jusqu'ici inévitable entre l'index des prix de détail et le coût réel de la vie - avaient été conçues en vue d'une évolution normale mais n'avaient pas prévu des soubresauts aussi brusques et aussi importants" (qu'après les événements de Corée). "Les adaptations automatiques qu'elles prévoyaient sur la base d'une moyenne trimestrielle de l'index, laissaient subsister pendant de longues semaines entre les salaires et le coût de la vie un écart appréciable, infligeant ainsi aux travailleurs un sérieux préjudice".

(Déclaration de la C.S.C., 6 mars 1951, reproduite dans la "Revue du Travail", mai 1951, p. 527).

B. Blocage des salaires :

Lors de circonstances exceptionnelles, l'adaptation automatique des salaires aux prix est souvent retardée ou même suspendue.

Cela se produisit en 1939, au début de la guerre.

"Jusqu'en décembre 1939, les conventions de salaires prévoyaient généralement que les salaires devaient être ajustés immédiatement par tranches de 2,5 % aux mouvements des prix. Cela signifiait que les prix relevés autour du 15 d'un mois déterminé influençaient les salaires à partir de la première paie du mois suivant."

"En décembre 1939, un important mouvement de hausse s'étant produit depuis septembre et la guerre sévissant à nos frontières, la première session de la Conférence Nationale du Travail... décida que les salaires ne seraient modifiés que par paliers de 5 %, que la modification ne serait acquise que lorsque les prix auraient haussé d'au moins 5 % en moyenne pendant les trois mois précédents et que les salaires ainsi modifiés seraient stabilisés pour une période de 3 mois."

(Revue du Travail, février 1951, p. 110).

Sous l'occupation, les salaires furent bloqués encore plus rigoureusement en dépit de la hausse fantastique du coût de la vie. Au lendemain de la Libération, certaines augmentations furent décidées mais le retour à la "normale" s'effectua seulement vers 1950.

L'index ayant cessé d'être publié entre 1940 et 1945, il n'est pas possible de faire des comparaisons complètes. Les chiffres disponibles montrent toutefois que les salaires restèrent longtemps fort en deça de la hausse des prix :

	Salaires minima légaux		Indice des prix de détail
	Taux horaire	Indice	
1936-38	4,25 fr.	100	100
1939-40	4,50 fr.	106	env. 115
1941	5 fr.	118	non publié
sept. 44	8 fr.	187	"
juillet 45	9,60 fr.	225	"
août 46	12 fr.	282	319
2e semaine 47	13,50 fr.	318	354
1ère semaine 50	15 fr.	333	371

C. "Coups de pouce" et trucage de l'index :

Avant la guerre, dans une thèse présentée à l'U.L.B., M. Max Frank prouva que, dans de nombreux cas, les services ministériels chargés d'élaborer l'index avaient purement et simplement truqué les calculs, modifiant arbitrairement les prix de base, donnant au besoin des "coups de pouce" aux prix relevés et s'entremettant avec certains grands distributeurs (Delhaize p.e.) pour "comprimer les prix" de certains produits figurant à l'index lors des relevés mensuels.

(cf. "Bulletin des Sciences Politiques de l'Université Libre de Bruxelles", N° 4, octobre 1937).

Le résultat de ces manoeuvres put être chiffré :

Entre janvier 1921 et décembre 1937, les 5 indices du coût de la vie

(qui étaient établis à l'époque mais qui n'étaient pas utilisés pour le calcul des salaires) haussèrent de 110 %.

- pendant la même période, l'index des prix de détail" haussa seulement de 89 %

La différence était de 21 % . Il en résultait une perte de salaires de 10 % pour les travailleurs.

- Entre mars 1935 et mars 1937,

indice du coût de la vie : = + 20,9 %

index des prix de détail : = + 15,8 %

Ecart : 5,1 % en deux ans.

. . .

En dehors du trucage pur et simple des chiffres, l'index est faussé par des manipulations plus discrètes mais tout aussi efficaces.

Le R.P. Arendt en faisait déjà état avant la guerre :

"Nous devons faire remarquer que certaines manoeuvres du gouvernement et de groupements commerciaux ont une influence assez considérable sur l'index. De la part du gouvernement, l'action s'exerce principalement par la manoeuvre des contingentements et des licences, en permettant une concurrence plus grande lorsqu'on veut faire baisser l'un des postes de l'index, ou bien encore par des négociations avec des groupements industriels ou commerciaux pour retarder, parfois seulement de quelques jours, le relèvement des prix."

(R.P. Arendt. Rapport sur les conditions d'existence des travailleurs et des employés en Belgique en 1935-1936).

Ces pratiques sont restées courantes.

A la Chambre, Van Acker a ouvertement déclaré que, lorsqu'il était ministre, il avait empêché une hausse de l'index (rechercher texte).

Les fabricants de vinaigre se sont amèrement plaints de ce que, pour ce qui les concerne, les prix de vente avaient longtemps été maintenus à un niveau anormalement bas afin d'influencer l'index. (En août 1953, l'indice du vinaigre était encore à 233 alors que l'index-number global était à 415).

Chapitre XII

Durée accrue des crises économiques

Examinant l'évolution du chômage (cf. chap. II), nous avons vu que celui-ci prit seulement un caractère massif et permanent à partir de la grande crise de 1930.

Jusqu'à ce moment, c'est seulement pendant des périodes relativement courtes qu'il dépassa quelques dizaines de milliers d'unités. A partir des années 30, par contre, même en période de reprise industrielle, la Belgique ne cessa jamais de compter au moins 100.000 chômeurs recensés et la durée des périodes de chômage massif ne cessa de s'allonger. C'est que la crise générale du capitalisme a complètement modifié l'évolution de la production industrielle. Celle-ci ne connaissait précédemment que des crises cycliques dont la durée dépassait rarement deux ou trois années et auxquelles succédaient rapidement des périodes d'essor qui portaient le volume de la production à un niveau nettement supérieur aux maxima précédents.

A l'heure actuelle, il en va autrement. Les périodes de crise sont beaucoup plus prolongées et, même en période d'essor, le volume de la production atteint rarement le maximum enregistré précédemment.

Les indices de la production industrielle à notre disposition sont fort insuffisants. Aucun indice n'était établi avant la première guerre mondiale et, pour la période entre les deux guerres, il existe seulement l'indice établi par l'Institut de Recherches Economiques de l'Université de Louvain. Depuis la Libération, plusieurs indices sont établis (par le Ministère des Affaires Economiques, par l'Institut de Louvain, par la F.I.B., par l'Agefi) mais, comme ils sont tous calculés en prenant d'autres bases que l'indice de

Louvain d'avant-guerre, il n'est pas possible d'utiliser telles quelles ces données pour avoir une vue d'ensemble de l'activité industrielle au cours des 40 dernières années.

On peut toutefois se faire une idée approximative de cette évolution en combinant les deux indices de l'Institut de Louvain. Celui d'avant-guerre prend pour base : 100 = les années 1925/27. Celui établi aujourd'hui prend pour base : 100 = 1936/38.

Pour obtenir une idée approximative de l'évolution industrielle au cours des 40 dernières années, nous ^{Combinant} ~~rectifierons~~ ces deux indices en prenant une base unique : 100 = 1929, ce qui permettra de voir d'un coup d'oeil l'évolution de l'industrie belge par rapport au maximum atteint avant la grande crise de 1930.

INDICES DE L'INSTITUT DE LOUVAIN :

a) 100 = 1923/25

1920 : 73,4

1921 : 63,7

1922 : 83,1

1923 : 94,5

1924 : 104,5

1925 : 101,-

1926 : 116,6

1927 : 126,5

1928 : 135,3

1929 : 138,5

1930 : 116,7

1931 : 105,2

1932 : 87,6

1933 : 92,5

1934 : 91,7

1935 : 100,-

1936 : 108,1

1937 : 120,7

1938 : 98,-

1939 : 106,6

b) 100 = 1936/38

1946 : 80

1947 : 95

1948 : 102

1949 : 104

1950 : 108

1951 : 128

1952 : 124,4

1953
(10 mois): 124

En combinant ces deux indices sur la base 1929 = 100 et en examinant ensuite, année par année, de combien de points l'indice de la production industrielle est en augmentation (ou en diminution) par rapport à l'année précédente et par rapport au maximum atteint précédemment, nous obtenons le tableau suivant:

INDICE GENERAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Année	Indice	Modifications (+ ou -)			
		par rapport à l'année précédente		par rapport au maximum atteint	
1920 :	53	-	-	-	-
1921 :	46		- 7		- 7
1922 :	60	+ 14		+ 7	
1923 :	68,2	+ 8,2		+ 8,2	
1924 :	75,5	+ 7,3		+ 7,3	
1925 :	73		- 2,5		- 2,5
1926 :	84,2	+ 11,2		+ 8,7	
1927 :	91,3	+ 7,1		+ 7,1	
1928 :	97,7	+ 6,4		+ 6,4	
1929 :	100,-	+ 2,3		+ 2,3	
1930 :	84,2		- 15,8		- 15,8
1931 :	76,-		- 11,8		- 24
1932 :	63,2		- 2,8		- 36,8
1933 :	66,8	+ 3,6			- 33,2
1934 :	66,2		- 0,6		- 33,6
1935 :	72,2	+ 6			- 27,8
1936 :	78,-	+ 5,8			- 22
1937 :	87,1	+ 9,1			- 12,9
1938 :	70,8		- 16,3		- 29,2
1939 :	76,5	+ 5,7			- 23,5
.....					
1946 :	62,9		- 13,6		- 37,1
1947 :	74,7	+ 11,8			- 25,3
1948 :	80,2	+ 5,5			- 19,8
1949 :	81,7	+ 1,5			- 18,3
1950 :	84,9	+ 3,2			- 15,1
1951 :	100,6	+ 5,7		+ 0,6	
1952 :	97,8		- 2,8		- 2,8
1953 (10 mois):	97,5		- 0,3		- 3,1

On voit que, de 1920 à 1929, le volume de la production industrielle avait

tendance à augmenter de façon régulière. Les reculs, quand ils se produisaient, étaient de courte durée et dépassaient rarement une année (ce fut le cas des petites crises de 1921 et de 1925).

Par contre, à partir de 1929, la production industrielle globale fut toujours inférieure au maximum atteint en 1929 (sauf pendant quelques mois en 1951). Les reculs sont plus profonds et plus longs. Les périodes de reprises n'aboutissent pas à un véritable essor.

Conséquences des guerres et de la politique de
préparation à la guerre.

a) Destructions matérielles, etc.

Je crois qu'il serait bon de rassembler quelques données caractéristiques sur les conséquences directes - chiffrables en quelque sorte - des deux guerres mondiales, pour ce qui concerne la Belgique. (Destruction de vies humaines, destructions matérielles, contributions de guerre, coût de la reconstruction, etc.).

A titre d'exemples, voici quelques données provenant pour la plupart des ouvrages de F. Baudhuin (Histoire économique de la Belgique 1914-1939 - L'Economie belge sous l'occupation 1940-1944).

C'est très fragmentaire et, à mon avis, cela devrait être vérifié. Je ne vois pas exactement où le matériel nécessaire pourrait être trouvé.

Le mieux serait sans doute d'aller voir à la Bibliothèque Royale ce qu'il existe dans ce domaine et d'en extraire les indications les plus significatives en procédant si possible à quelques recoupements car il est probable que, dans beaucoup de cas, les chiffres cités seront assez contradictoires (pour les dommages de guerre notamment).

- Pour les dommages - physiques et matériels de 1940-44, il serait bon de demander à quelqu'un qui a travaillé à la Reconstruction où l'on pourrait trouver des précisions (sur dégâts matériels, nombre de tués, de morts dans stalags et camps de concentration - d'invalides, etc.)

Voir par exemple, à ce propos Bob Claessens et Van Praag.

Exemples de données à rassembler : (et à contrôler)

I. guerre 1914 - 1918
=====

a) Environ 50.000 morts pour la Belgique.

(dont 26.000 soldats tués et 14.000 morts ou disparus.

6.000 tués, 3.000 morts en déportation)

En plus, aggravation considérable de la mortalité pendant les années 1917 et 1918 (125.000 décès en 1917 et 157.000 en 1918 contre 115.000 en moyenne avant la guerre - et ce en dépit de la diminution du chiffre absolu de la population par suite du départ des réfugiés).

- Par ailleurs; misère de grande masse de la population.

Chômage terrible - environ 500.000 à 600.000 chômeurs pendant toute la durée de la guerre.

120.000 ouvriers déportés en Allemagne - dont environ 3.000 morts.

b) 72.000 immeubles détruits. 212.000 endommagés.

Estimation totale des dommages de guerre : de 4 à 7 milliards de francs-or (de 120 à 210 milliards de nos francs actuels) soit de 15 à 20 % de la fortune nationale de l'époque.

Contributions de guerre imposées à la Belgique par l'occupant : env. 2.300 millions francs-or (= environ 70 milliards de nos francs actuels).

c) Non-utilisation des richesses nationales :

p.e. Charbonnages produisirent 22.000.000 t. avant la guerre de 14 (chiffre pour 1913). La production diminue sans arrêt pendant occupation pour tomber à 13.825.000 t. en 1918.

N.B. En dernière analyse, ce sont avant tout les masses laborieuses qui subissent les conséquences de ces destructions et de ces pertes. Soit directement : ce sont avant tout les travailleurs qui fournissent la chair à canon;

ce sont eux qui subissent le chômage, la déportation, etc.

Soit indirectement : les frais de reconstruction, du paiement des "dommages de guerre" assurés par l'Etat sont, en fin de compte, payés par les travailleurs - (par l'aggravation des charges fiscales, l'alourdissement de la Dette Publique, l'inflation monétaire, etc.).

Au contraire, les trusts s'arrangent pour retirer presque toujours d'énormes profits des pires cataclysmes : fournitures de guerre et, au besoin, trafic avec l'ennemi, spéculations, etc.

Même quand leurs entreprises subissent des destructions, ils obtiennent presque toujours le paiement par priorité des "dommages" et cela leur est même souvent une source de profit.

(L'outillage de l'ensemble des entreprises industrielles belges était évalué à 2 1/2 milliards de francs-or en 1914.

Après la guerre, 2 milliards de dommages de guerre furent alloués aux 850 principales sociétés industrielles du pays!

A noter que la dévaluation du franc ne peut justifier l'énormité de cette dernière somme. Les entreprises industrielles ont été servies les premières et elles avaient presque toutes été indemnisées avant la dépréciation monétaire de 1921. (Cf. G. De Leener. La Belgique restaurée. "l'industrie. Bruxelles, 1926, p.233). Ougrée-Marihaye, dont le capital était de 52 millions, reçut pour sa part 100 millions de "dommages", Cockerill reçut 120 millions; La Providence, 55 millions; Angleur, 50 millions.

II. Guerre de 1940 - 1945

=====

a) Domages :

La campagne de 1940 aurait coûté la vie à environ 20.000 Belges (d'après F. Baudhuin). Dont environ 6.500 soldats tués, le reste, des civils - soit par bombardements en Belgique, soit pendant l'exode. De plus, 10.000 immeubles détruits et 33.000 endommagés.

A ajouter les maisons détruites durant les années ultérieures (bombardements).

En tout (d'après données fournies dans rapport sur logements fourni à la Commission) :

- 30.000 à 35.000 maisons détruites pendant l'ensemble de la guerre;
 - + 55.000 logements endommagés de façon non réparable;
 - + 93.000 logements gravement endommagés.
-

Rechercher pertes ultérieures de vies humaines :

- les morts dans les camps et stalags;
- les morts aux cours offensive 1944-45
- les morts au cours des bombardements.

(Baudhuin rappelle : 1100 morts par bombardement à Vieux-Dieu-Mortsel 5 avril 1943); 200 morts à Etterbeek (7 sept. 43) et estime à 4.000 le nombre de tués par bombardements pendant ler semestre 1944).

- Contributions de guerre :

- Contribution de guerre imposée par l'occupant :

73 milliards de frs.

- Fournitures "payées" par clearing de la Banque d'Emission (64 milliards).

b) Répercussions de la guerre sur les conditions de vie des masses laborieuses :

Au stade actuel du capitalisme, les guerres prennent une ampleur extrême et leurs conséquences se font sentir dans tous les domaines.

Au cours des 40 dernières années, la Belgique a été envahie à deux reprises. Elle a subi l'occupation étrangère et ses conséquences pendant près de neuf années en tout. La population a subi de ce fait des privations exceptionnelles UNE ANNEE SUR QUATRE depuis 1914.

Il faut évidemment tenir compte de ce fait pour juger les conditions de vie actuelles des masses laborieuses et non se baser sur les seules années de "prospérité" relative.

Il importe donc de rassembler quelques données qui montrent que, pendant les années de guerre, c'est la grande majorité de la population qui ne dispose même plus du minimum vital .

A ce propos, voici quelques indications fournies par l'enquête effectuée par le professeur G. Jacquemyns ("Privations et Espoirs, la société belge sous l'occupation allemande 1940-1944". Bruxelles 1945).

"Jusqu'en juin 1941, aucun ménage n'a pu obtenir, pour tous les produits, les quantités prévues par le rationnement officiel. Beaucoup de timbres distribués, souvent 50 %, parfois 100 %, n'étaient pas honorés. C'étaient notamment le cas pour la margarine et le beurre et surtout pour la viande et les pommes de terre." (p.19).

"...Tels ouvriers qui mangeaient, sur le chantier ou dans la mine, 700 grammes de pain enduit de beurre ou de graisse et de 100 à 150 grammes de viande, de charcuterie ou de fromage, n'emportaient plus dans leur mallette que 100 grammes de pain enduit de confiture... Les ouvriers, leur femme et leurs enfants avaient faim..." (p.20)

La population est nettement sous-alimentée. En dépit des améliorations survenues à la fin de 1942, la situation, pendant toute l'occupation "reste d'une insuffisance notoire en comparaison de l'avant-guerre et des exigences physiologiques" (p.20)

"La majorité des individus ne mangent pas à leur faim." (p.36)

"D'après les calculs du Dr. Jean Slosse, adjoint aux services universitaires des hôpitaux de Bruxelles, l'apport en calories était nettement insuffisant (selon les périodes, il manquait de 35 à 50 %).

"En 1941, pour des ouvriers faisant un travail très lourd, l'ensemble des calories nettes était de 1.982 calories. Si on admet qu'une ration de 2.850 calories nettes couvre les besoins d'un homme adulte menant une vie relativement sédentaire, il n'est pas excessif d'estimer le travail lourd du mineur ou du métallurgiste comme correspondant à un régime variant de 3.500 à 4.500 calories."

"D'autre part, le régime était mal équilibré". (p. 53)

"Adultes et adolescents épuisèrent leurs "réserves", se "consommèrent" et entamèrent dangereusement leur potentiel de santé". (p.73)

"D'après une enquête portant sur 10.000 ouvriers, sous le "choc" de la diminution brusque du nombre de calories et du déséquilibre du régime alimentaire... 75 % des sujets (en ordre principal/ mineurs, métallurgistes et verriers) avaient maigri d'au moins 1,5 kilo entre mai 1939 et la fin de l'année 1941. L'amaigrissement moyen était de 7 kilos."

"Au début de 1942, environ 55 % des ouvriers de plus de 19 ans avaient un poids nettement au-dessous de ce qui est considéré comme normal (au moins 5 kilos au-dessous du poids "normal"). Chez les adolescents, la situation était plus mauvaise encore". (p. 74).

En dépit d'une légère amélioration survenue par la suite, de mai 1939 à fin 1943, le déficit moyen s'établit à 5.222 kg.(p.75)

"Fin 1943, 42 % des individus ont un indice de vitalité fort inquiétant". (p.76)

"Les médecins estiment que s'il y a une amélioration certaine en 1943, la plupart des individus doivent cependant être considérés comme très fragiles parce qu'ils sont à la limite du potentiel humain capable de donner une prestation sérieuse." (p.79)

"D'un examen médical attentif des enfants en 1941-1942, il résulte que :

- dans les jardins d'enfants (3 à 6 ans : 2.127 enfants examinés) :
47,77 % étaient débiles;
 - dans les écoles primaires (6 à 14 ans : 7.873 enfants examinés):
48,95 % étaient débiles.
-

c) Le coût de la préparation à la guerre :

En dehors de la destruction et des privations résultant directement de la guerre, le régime capitaliste impose des charges de plus en plus écrasantes à la majorité de la population pour préparer les guerres futures.

Même en période de "paix" il devient aujourd'hui pratique courante de consacrer la plus grosse part des crédits budgétaires aux dépenses militaires.

L'augmentation de ces dépenses au cours des dernières années en Belgique est significative à cet égard :

Budgets de la Défense nationale

(ordinaire et extraordinaire)

1949	:	6.841 millions
1950	:	8.024 millions
1951	:	14.525 millions
1952	:	21.863 millions
1953	:	20.809 millions
1954(prévis):	:	18.297 millions

En réalité, les dépenses militaires dépassent encore de beaucoup ces chiffres. Aux dépenses du budget de la Défense nationale, il faut ajouter:

- les dépenses de la gendarmerie;
- les dépenses de la sécurité civile, etc.;
- les travaux publics stratégiques;
- les pensions militaires, d'ancienneté, etc.

la part de la Dette Publique résultant de dépenses militaires.

En présentant le budget de 1952, M. Van Houtte lui-même a déclaré que l'ensemble des dépenses militaires prévues pour cette année atteignait en réalité 32 milliards de francs (35 % du budget général) soit 9.249 francs par tête d'habitant actif.

Examinant le même budget, la Commission sénatoriale des Finances a estimé l'ensemble des charges militaires directes et indirectes à 40 milliards.

Chapitre XIV

Paupérisation de couches de plus en plus larges de la population

a) Classes moyennes urbaines (Rik)

b) Paysannerie (Moulin)

Pour mémoire car les camarades qui s'occupent de ce chapitre savent beaucoup mieux que moi dans quel sens les recherches doivent être menées. Aucun matériel n'a été rentré dans ce domaine mais les indications verbales fournies par Moulin montrent que pour la question b), dans tous les cas, les premières recherches ont donné des résultats intéressants.

A tout hasard, je rappelle une constatation faite dans le "Document 9" : que la population agricole est en régression constante, tant pour ce qui concerne les patrons agriculteurs que les aides agricoles (aidants et salariés).

	<u>Patrons</u>	<u>Aidants</u>	<u>Salariés</u>
Recensement 1930 :	267.358	239.088	128.158
" 1947 :	230.449	131.449	57.751

NOTE SUR LA PREPARATION DU XIE CONGRES DU P.C.B.

L'autocritique qui s'est développée dans le parti après les élections de 1954 et qui a trouvé son couronnement au Xie congrès a porté essentiellement sur trois points :

- 1) la condamnation du slogan "Trois têtes sous le même bonnet", mis en avant pendant la campagne électorale;
- 2) la condamnation de la tendance à substituer les mots d'ordre de propagande aux mots d'ordre d'action immédiate;
- 3) la condamnation des méthodes de direction entravant le fonctionnement normal du centralisme démocratique dans le parti.

Les deux premiers points ont été abordés de façon très précise dans la résolution publiée à l'issue des travaux du C.C des 8, 9, 10, 11, 15 et 16 mai 1954.

Le troisième point a été soulevé par la suite, dans les conférences fédérales, et a été porté devant le C.C des 10 et 11 juillet par le rapporteur (E. Burnelle).

"Trois têtes sous le même bonnet" - La résolution du C.C de mai déclarait :

"Le comité central a eu, depuis plusieurs années et particulièrement pendant la campagne électorale, la tendance à mettre sur le même plan le P.S.C, le parti libéral et le P.S.B. Cette appréciation sectaire a amené le parti à abuser des expressions telles que: "Partis traditionnels", "Trois têtes sous le même bonnet", etc.

Certes, les chefs socialistes de droite orientent le P.S.B dans la voie néfaste de la collaboration des classes et de soumission à l'impérialisme américain.

Mais la tendance à ne pas faire de distinction, dans la pratique quotidienne, entre le P.S.B et les partis bourgeois, est erronée. Elle heurte pour le surplus les travailleurs socialistes, freine l'unité d'action à la base et contrarie la dénonciation des mauvais chefs socialistes, qu'il ne faut pas confondre avec la masse des travailleurs socialistes.

Le C.C n'a pas été assez attentif aux courants qui grandissent

au sein du P.S.B contre la politique néfaste des chefs socialistes de droite .

Il n'a pas apprécié assez positivement l'existence du Mouvement socialiste pour la Paix.

Dorénavant, les communistes devront appuyer sans hésitation tout courant sain se développant dans les milieux socialistes.

Confusion propagande-action - La même résolution déclarait :

"Le comité central a eu la dangereuse tendance à méconnaître trop souvent les mots d'ordre d'action sur lesquels peuvent s'unir immédiatement les travailleurs et les masses laborieuses des villes et des campagnes, et à s'en tenir aux mots d'ordre de propagande.

C'est précisément cette tendance sectaire qui, pendant les grèves de juillet 1952, pour la réduction du temps de service militaire, a poussé le parti à mettre à l'avant-plan le retour aux 12 mois, alors que les travailleurs socialistes et communistes s'unissaient pour exiger la libération des miliciens qui avaient accompli 18 mois.

On peut également trouver un reflet de cette tendance dans l'orientation de la campagne électorale qui a laissé à l'arrière-plan la plupart des objectifs immédiats dans les masses laborieuses pour mettre en évidence des mots d'ordre généraux."

Après le C.C de mai, le D.R publia une série d'articles de dirigeants du parti sur les diverses questions traitées dans la résolution. L'un de ces articles, signé E. Burnelle, mettait l'accent sur l'élément principal de la critique du C.C qui

"porte surtout sur une tendance à mettre le parti socialiste sur le même plan que le P.S.C et le parti libéral qui eux, sont l'expression directe de la grosse bourgeoisie".

Cet article ajoutait :

"C'est la réaction qu'il faut isoler.

C'est contre elle que le parti communiste oeuvrera à l'unité pour les revendications ouvrières, pour l'interdiction de la bombe H et pour la détente internationale.

Nous sommes sûrs que bon nombre d'ouvriers, de militants, de

mandataires socialistes ont à coeur de voir leurs organisations prendre part importante au redressement de la politique du pays, à l'amélioration du sort des masses laborieuses, à l'établissement de la paix. A nous de comprendre que le parti socialiste peut subir la pression salutaire des masses laborieuses. A nous d'aider les militants socialistes par une juste appréciation de leur parti, en évitant de faire les prophètes suffisants."

La citation qui précède mise à part, les articles en question n'apportèrent en général que des précisions aux critiques formulées dans la résolution, précisions tournées vers le passé.

Comme il est dit plus haut, c'est au C.C de juillet que la nécessité d'améliorer le fonctionnement du centralisme démocratique fut à son tour mise en évidence, à la suite de la tenue de des conférences fédérales.

Le rapport déclarait à ce sujet :

"Il semble bien que la cause essentielle de la répétition d'erreurs sectaires réside dans un vice de fonctionnement du centralisme démocratique dans notre parti. Corriger fermement ce vice de fonctionnement nous paraît être une clé pour nous protéger de nouvelles erreurs."

A la question: " Pourquoi la critique ne monte-t-elle pas ?", le rapport répondait :

"D'abord parce que les camarades ont trop souvent observé que la direction du parti ne tenait pas compte de leurs remarques et qu'elle n'a pas pris assez de soin de les discuter, de convaincre avec des arguments.

Ensuite, la direction du parti a eu tendance à juger sommairement certains avis, à les taxer un peu vite de déviationnistes. Personne, dans le parti, n'aime se voir confondre devant une assemblée et les militants du parti ne savent pas tous utiliser la théorie comme des militants professionnels.

Enfin, nous avons eu la tendance de voir un peu vite dans certains avis le reflet des calomnies de l'ennemi de classe. Il nous est arrivé de cataloguer des militants sincères comme désagréateurs alors qu'un examen un peu attentif

auraient montré qu'ils ne désagrégeaient rien du tout."
Conclusion sur ce point :

"...Il faut donner aux militants, aux membres du parti, la garantie que leurs critiques serviront à quelque chose. Il faut accueillir ces critiques avec un préjugé favorable, les discuter, les analyser, les faire préciser, développer, rechercher le positif, les conditions qui les font naître. Les outrances, les exagérations, les inexactitudes dans l'expression des critiques ne doivent pas être le prétexte pour les refouler sans examen sérieux."

La plupart des contributions publiées dans le cadre de la tribune de discussions (35), en novembre-décembre, furent centrées sur les problèmes de fonctionnement du parti ou sur des problèmes théoriques. Deux seulement abordèrent des questions de programme dans un domaine où le parti n'était encore nul par à l'époque: les réformes économiques.

Marcel Levaux (D.R.17 novembre) : "...Dans les thèses, il n'y pas une allusion à des mesures dans le domaine économique contre la grande bourgeoisie belge ou plus précisément contre les monopoles. Comment restreindre leur pouvoir politique sans toucher en même temps à leur puissance dans le domaine économique ? Comment les éliminer de la direction politique du pays sans limiter leurs moyens d'action économiques ? Comment rallier les larges couches de la population, y compris la petite bourgeoisie, sans faire la démonstration du caractère antinational et antipoulaire des monopoles, sans les rejeter comme un corps étranger à la nation ? C'est pourquoi je crois que dans les thèses nous devrions préciser l'ennemi à isoler. Et pour le préciser dans les masses au travers de leur expérience, nous devons avoir un plan de mesures démocratiques favorables à l'immense majorité du peuple et essentiellement dirigé contre les monopoles, ces derniers nettement définis."

François Bailly (D.R.24 novembre) : "Je regrette que les thèses ne soufflent mot des nationalisations des industries clés préconisées dans le plan (Renard). Il est théoriquement juste de dire que les nationalisations réalisées dans le cadre de

régime capitaliste ne modifient pas la base capitaliste des entreprises en cause et peuvent même avoir un contenu réactionnaire. Mais il est intéressant de voir si de telles nationalisations réalisées dans les conditions particulières de la Belgique constituent un recul ou un progrès. Et si elles ne donneraient pas lieu à des luttes ouvrières qui élèveraient la combattivité des travailleurs. Je crois pour ma part qu'il en serait ainsi et que les nationalisations peuvent avoir un contenu démocratique et constituer un progrès."

Ces idées furent introduites, pour l'essentiel, dans le point 9 des thèses adoptées par le congrès.

A noter que la question des structures politiques du pays fut également soulevée dans la tribune de discussion, mais sans qu'il y fut donné suite, du moins à Vilvorde.

René Noël (D.R.24 novembre) : "Il est une erreur de ligne essentielle qui a été commise par le comité central et dont le rapport ne parle guère....Il s'agit de la question nationale. J'invite les camarades qui participent aux assemblées du parti à relire le rapport qui a été développé sur cette question en octobre 1953....Je les invite aussi à se souvenir des positions que nous occupions encore à cette époque dans le mouvement wallon et à examiner à la lumière de cette documentation s'il y avait vraiment lieu de charger du tout au tout la politique suivie en la matière par le parti dès avant la guerre."

La discussion des thèses a en outre fait ressortir que les fautes sectaires commises dans la période allant du Xe au XIe congrès n'étaient que le prolongement des fautes commises antérieurement, dès la libération. Principalement :

- l'adoption d'une attitude autoritaire à l'égard des luttes ouvrières au cours des mois de participation communiste au gouvernement;
- La fusion syndicale réalisée au sommet, sans unité d'action à la base pour les revendications des travailleurs.

Ce qui a fait dire au congrès (point 32 des thèses) :

"Les fautes et les erreurs commises dès la libération tant dans la méconnaissance des problèmes ouvriers que dans la négligence des problèmes des alliés de la classe ouvrière, sont nettement des fautes opportunistes.

Par la suite ces fautes ont persisté en se couvrant de plus en plus par la phrase de gauche et en conduisant dans la pratique aux positions sectaires de ces dernières années."

L'orientation à suivre pour en finir avec le sectarisme a été définie dans le chapitre "L'Unité".

En ce qui concerne le P.S.B, il y était dit (points 20, 21 et 22) que:

"Les communistes ont le devoir de soutenir les travailleurs les militants qui, au sein du P.S.B luttent pour que leur parti adopte une autre politique"

et qu'il

"n'y a pas de contradiction entre le rapprochement avec les travailleurs socialistes et la dénonciation, solidement argumentée, des chefs droitiers qui entraînent le parti socialiste dans la mauvaise voie. Car l'action ne se développera qu'en faisant reculer les chefs droitiers antiunitaires qu'en faisant triompher contre eux une plate-forme d'union et de progrès social".

En ce qui concerne la F.G.T.B, les thèses (point 24) ont dégagé comme suit les conclusions essentielles du débat :

"Les communistes militeront à la F.G.T.B avec la perspective d'aider de toutes leurs forces à la défense active des revendications ouvrières, d'élargir l'influence de la F.G.T.B.

d'y développer la démocratie interne, de la mener dans la voie de la lutte de classe. Ils y militeront également avec la perspective d'aider la F.G.T.B à contribuer au rétablissement de l'unité syndicale internationale.

D'ailleurs, l'expérience prouve qu'en travaillant avec persévérance et courage, il est possible de militer avec succès au sein de la F.G.T.B, d'obtenir des assemblées, d'élire des ouvriers combattifs aux postes de délégués, d'amener les dirigeants à tenir compte de la volonté des travailleurs, de mener des actions revendicatives reconnues par la F.G.T.B, d'éviter l'exclusion.

Pour mener ces tâches à bien, il faut toujours s'appuyer sur l'activité des travailleurs, se soumettre toujours à la véritable démocratie syndicale, faire des concessions qu'admettent les travailleurs, apprécier le rapport des forces à l'intérieur du syndicat pour savoir pousser la bataille jusqu'à un certain point, tout en évitant les aventures, les exclusions.

Les communistes déploieront à la F.G.T.B une lutte positive en faveur des travailleurs en s'abstenant de toute opposition systématique, en se gardant de tomber dans des exagérations, des calomnies à l'égard des dirigeants syndicaux."

LE CAPITAL INVESTI AU CONGO BELGE.

Sources : Banque Centrale du C.B. et du R.U.
Bulletin de la Banque Nationale de Belgique -
mars 1952.
Ministère des Colonies - Direction des Etudes
Economiques.
" Les Investissements au Congo Belge", 1955.
Vande Velde: Economie Belge et Congo Belge -
Anvers 1936.
F. Bezy: Structure de l' Economie Congolaise-
1954.

Les méthodes d'estimation du Capital investi au Congo Belge employées par les sources consultées sont les suivantes:

- 1) l'inventaire des flux de capitaux provenant de l'extérieur du Congo Belge et l'épargne intérieure formée depuis l'origine en tenant compte des ajustements exigés par les variations de la valeur du pouvoir d'achat de la monnaie .
- 2) L'inventaire des biens physiques existant au Congo et leur évaluation, pour autant qu'ils sont recensables .
- 3) Les bilans des entreprises et les comptes de l' Etat .

§§§

LE CAPITAL INVESTI DANS LE SECTEUR PRIVE¹ .

Ce sont les capitaux investis d'origine extérieure et intérieure qui font l'objet de la présente étude .

Deux objets en sont donc écartés:

- 1) l'estimation du capital qui était préexistant à ces apports de capitaux, c.à.d. essentiellement le sol, le sous-sol et les forêts ;
- 2) la plus value acquise par les investissements effectués au Congo et notamment la plus-value du sol .

ESTIMATION DE LA VALEUR ACTUELLE DES CAPITAUX INVESTIS AU CONGO A FIN 1 9 5 3 .

L'estimation élaborée par la direction économique du Ministère des Colonies était de l'ordre de 97,1 milliards de francs. Mais, comme le signale le bulletin de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi,

" les coefficients fiscaux utilisés pour la réévaluation des apports de capitaux aux prix de 1953 sont inférieurs à la réalité ". Le chiffre de 104,4 milliards semblent être plus près de la réalité. C'est aussi le chiffre sur lequel F. Bézy a basé son étude "La structure de l' Economie Congolaise".

En milliards de francs. Valeur 1953.

Période.	Provenance Congo.	Provenance Belgique.	Provenance autres pays.	Total.
1887 - 1908	-	5,1	1	6,1
1909 - 1926	2,8	16,3	1,4	20,5
1927 - 1947	9,8	17,4	1,5	28,7
1948 - 1953	15,8	5	0,3	21,1
En nature et incorporation de réserves	28			28
	56,4	43,8	4,2	104,4

Ceci signifie donc que sur 104,4 milliards investis dans le secteur privé l'apport du Congo a été de l'ordre de 54 %, l'apport de la Belgique de 42 % et de l'étranger 4 % .

Les pourcentages élaborés par la direction économique du Ministère des Colonies est de 55,3 % du Congo; 40,8 % de la Belgique et 3,9 % de l'étranger.

On ne peut perdre de vue que les investissements en provenance de la Belgique s'étendent sur une période de 66 années, soit à peu près 0,6 milliard par an !

X Examinons la part qu'a pris le Congo dans la formation du capital privé

de 1887 - 1908	-
1909 - 1926	14 %
1927 - 1947	34 %
1948 - 1953	75 %

§§§

CAPITAL INVESTI DANS LE SECTEUR "ETAT" .

J'ai utilisé l'étude de la Banque Nationale qui donne un relevé de toutes les variations de la dette publique extérieure du Congo de l'origine à 1950. Ce tableau a été complété par une étude faite par la Banque Centrale jusqu'en 1953 en réévaluant les divers montants en francs 1953.

Dette émise en Belgique	20,7 milliards.
Dette émise à l'étranger	9,5 milliards.
	<u>30,2 milliards.</u>

Cependant, une partie de cette dette n'avait pas été réellement investie au 31.12.1953 puisque, à ce moment, le Trésor possédait des avoirs en devises acquis par emprunt pour une somme de 4,7 milliards .

Le total des dépenses publiques financées par l'emprunt extérieur s'élevait donc à $30,2 - 4,7 = 25,5$ milliards en 1953.

Les dépenses pour investissements dans le secteur publique en provenance du Congo même étaient, fin 1953, de l'ordre de 19,6 milliards.

Calculés ensemble, cela nous donne le tableau suivant:

En milliards de francs 1953.

INVESTISSEMENTS. CAPITAUX EN PROVENANCE DE :			
	Congo.	Belgique.	Autres pays.
Secteur privé	56,4	43,8	4,2
Secteur public	19,6	20,7	9,5
Totaux:	76,0	64,5	13,7

Ne disposant pas de statistiques sur le rendement des Sociétés coloniales par actions avant guerre, nous devons nous borner aux statistiques fournis depuis 1947.

Si nous prenons la période 1948 - 1953, les capitaux investis par la Belgique et autres pays sont de 5,3 milliards.

Par contre les seuls dividendes bruts mis en paiement durant cette même période étaient d'un montant de 17.400.945.000 francs !